



Bombardier s'agrandit
en **Arizona**

Page 4

La Allard
ressuscite

Page 8

La Presse

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | JEUDI 6 SEPTEMBRE 2001

BOURSES



LES MARCHÉS

CDNX

Composé

Variation du jour

3001,51

-1,09%

An -17,11%

-32,95

TORONTO

TSE 300

Variation du jour

7447,70

-0,19%

An -33,21%

-14,33

NEW YORK

Dow Jones

Variation du jour

10033,27

0,36%

An -11,29%

35,78

S&P 500

Variation du jour

1131,74

-0,11%

An -24,16%

-1,20

NASDAQ

Variation du jour

1759,01

-0,66%

An -56,17%

-11,77

DOLLAR CAN

Variation du jour

64,23

0,17%

An -4,83%

€US 0,11

DOLLAR CAN

Variation du jour

72,51

0,50%

An -6,44%

€EURO 0,36

OR

Variation du jour

272,00

0,15%

An -0,80%

\$US 0,40

PÉTROLE

Variation du jour

26,11

0,08%

An -28,68%

\$US 0,02

Détérioration attendue du marché de l'emploi

AMRAN ABOCAR
Reuters

TORONTO — Les analystes s'attendent à ce que le marché de l'emploi continue de se détériorer en août, signalant une faiblesse persistante de l'économie canadienne dont la croissance s'est faite anémique au deuxième trimestre.

Statistique Canada doit publier demain à 7 h son rapport sur l'emploi pour le mois d'août, et les analystes sondés par Reuters prévoient en moyenne l'élimination de 1600 emplois, avec une hausse du taux de chômage, qui passerait de 7 % à 7,1 %.

En juillet, l'économie canadienne a vu disparaître 14 000 emplois, dont la vaste majorité à temps plein.

« Il y aura probablement un autre déclin raisonnablement important dans l'emploi, a estimé Peter Frank, économiste principal chez Deutsche Bank. Avec une économie qui reste clairement sous la normale, la tendance de l'emploi semble s'être beaucoup affaiblie. »

Les minces attentes vis-à-vis des statistiques d'emploi pour le mois d'août s'inscrivent dans la lignée d'un rapport sur le produit intérieur brut (PIB) publié vendredi dernier qui démontrait que l'économie canadienne a affiché sa plus lente croissance en six ans au cours du deuxième trimestre.

Les données ont pris le marché par surprise et soulevé la possibilité de voir de nouvelles réductions des taux d'intérêt de la Banque du Canada, en plus de réduire l'espoir que le Canada réussisse à éviter le pire du ralentissement économique connu par les États-Unis.

Voir DÉTÉRIORATION en D2

Air Canada fera à Dorval l'entretien des avions d'Atlantic Coast Airlines

LAURIER CLOUTIER

Air Canada a obtenu un contrat de 445 millions de dollars canadiens (285 millions américains), répartis sur 16 ans, pour l'entretien, à Dorval, des 96 jets régionaux d'Atlantic Coast Airlines (ACA).

La commande arrive à point nommé chez le transporteur qui doit supprimer des emplois. Après la fusion avec Canadien l'an dernier, Air Canada a annoncé 3500 départs volontaires d'ici la fin de l'année. La baisse du trafic d'affaires dans l'industrie a de plus incité Air Canada, le mois dernier, à éliminer 4000 emplois, soit 1800 agents de bord et employés au sol, d'ici novembre, et 2200 autres travailleurs à déterminer, à partir de mars 2002. Grâce à des négociations en cours, on espère limiter les licenciements.

ACA et les Services techniques Air Canada viennent de signer l'entente, officiellement en vigueur depuis le samedi 1^{er} septembre, qui permettra d'ajouter « quelques emplois » aux 4000 des ateliers de Dorval, selon la porte-parole, Nicole Couture-Simard. Le transporteur vient de lancer un programme d'embauche de mécaniciens, mais essentiellement pour remplacer



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

À Dorval, Air Canada offre des services complets sur les appareils Airbus 340 et 330, les Boeing 767, les DC-9 et les jets de Bombardier, de même que sur leurs réacteurs.

ceux qui prennent leur retraite dans ce groupe de 8000 employés canadiens.

Pour offrir aux autres transporteurs du monde des services complets d'entretien, Robin Wohnsigl a annoncé, en novembre dernier, la création des Services techniques Air Canada, qu'il préside à partir

des ateliers du Canada, des États-Unis et de l'Europe qui ont servi de bases. Les quatre principaux se trouvent à Dorval, Toronto, Winnipeg et Vancouver et assurent déjà l'entretien, l'ingénierie, la réparation et l'approvisionnement en pièces pour la flotte de 240 appareils d'Air Canada.

Des contrats des transporteurs SAS, Comair et Lufthansa City Lines se sont ajoutés depuis l'automne dernier. De 25 % à 30 % des 8000 mécaniciens travaillent pour des tiers, précise la porte-parole.

Voir AIR CANADA en D2

Grave pénurie de main-d'oeuvre dans la construction résidentielle

CLAUDE-V. MARSOLAIS



Photo BLOOMBERG

La CCQ vient de refuser à 400 manoeuvres la délivrance de leur certificat de compétence tant qu'ils n'auront pas suivi leur cours de formation. Il en ira de même dans les prochains mois pour de 3000 à 4000 autres travailleurs qui se verront retirer leur carte de compétence parce qu'ils n'ont été formés que sur les chantiers.

L'INDUSTRIE de la construction résidentielle fait face à une pénurie de main-d'oeuvre qu'elle attribue en partie au vieillissement des travailleurs, mais aussi à la réglementation et au système de gestion de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

« La CCQ a décidé d'obliger les travailleurs qui ont été formés directement sur les chantiers plutôt que dans les écoles de métiers à suivre 150 heures de cours de formation qui, dans bien des cas, ne sont pas pertinents », soutient Maureen Flynn, porte-parole de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec (APCHQ).

Parmi les cours obligatoires non pertinents, on mentionne l'obligation pour un apprenti briqueteur de fabriquer une cheminée alors que celle-ci est maintenant préfabriquée en usine.

Selon Mme Flynn, il y a deux façons d'entrer sur les chantiers : par l'obtention d'un diplôme d'une école de métiers reconnue, mais dont le nombre de places est contingenté, ou encore en invoquant une pénurie de travailleurs, ce qui permet à l'industrie d'embaucher des gens non qualifiés, mais qui reçoivent une formation directement sur les chantiers.

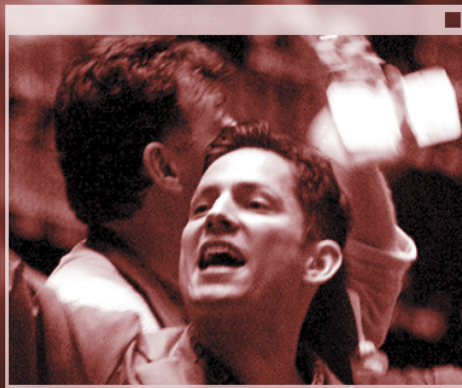
Or, la CCQ vient de refuser à 400 manoeuvres la délivrance de leur certificat de compétence tant qu'ils n'auront pas suivi leur cours de formation. Il en ira de même dans les prochains mois pour de 3000 à 4000 autres travailleurs qui se verront retirer leur carte de compétence parce qu'ils n'ont été formés que sur les chantiers.

L'APCHQ est d'autant plus outrée que la Commission de la construction a décidé de continger le nombre d'inscriptions dans les écoles de métiers.

Voir PÉNURIE en D2

OUVREZ UNE FENÊTRE SUR L'ÉCONOMIE

NOUVELLES
MARCHÉS FINANCIERS
PORTEFEUILLES
ACTIONS
FONDS



cyberpresse.ca

CHAQUE MINUTE COMPTE

www.cyberpresse.ca



ÉCONO FLASHES

Kruger | 145 millions pour améliorer la productivité

KRUGER a investi, depuis janvier dernier, 145 millions de dollars dans ses usines de papier journal de Trois-Rivières et Bromptonville, et dans celle de la Corner Brook Pulp and Paper, filiale de la société à Terre-Neuve. Divers projets de modernisation et d'expansion ont été réalisés à ces installations afin d'améliorer la qualité du papier journal, ainsi que la productivité des machines. Les temps d'arrêt liés aux travaux de modernisation des usines ont entraîné une baisse de production de 25 000 tonnes métriques de papier journal, alors que les réductions de production dues à un ralentissement de la demande ont résulté en une baisse de production additionnelle de 20 000 tonnes métriques. Au total, plus de 45 000 tonnes métriques de papier journal ont été retirées du marché depuis le début de l'année.

Haemacure | Entente profitable avec Baxter

EN VERTU d'une entente avec Baxter International, à la suite d'une requête déposée par Haemacure auprès de la Commission fédérale du commerce des États-Unis (Federal Trade Commission), Haemacure récupère plus de 2,3 millions de dollars qu'elle aurait dû verser à Baxter, n'eût été de cette décision, comme fournisseur du produit Hemaseel APR, le produit-vedette d'Haemacure aux États-Unis. En d'autres termes, Haemacure était tenue de verser plus de 3,8 millions à Baxter, le 1^{er} juillet dernier. Mais la décision de l'instance américaine a ramené ce montant à 1,53 million, d'où l'économie de 2,3 millions profitant à Haemacure, compte tenu de la révision du coût du produit, une révision qui a été rendue nécessaire en raison de la contestation soulevée par Haemacure.

La Senza | De nouveau rentable au deuxième trimestre

LA CORPORATION La Senza est revenue en terrain de rentabilité au deuxième trimestre, notamment grâce à la hausse des ventes de lingerie fine. Le détaillant canadien, anciennement connu sous le nom de Suzy Shier, a rapporté un bénéfice net de 1,6 million de dollars (12 cents par action) pour la période se terminant le 4 août, comparativement à une perte de 1,4 million (11 cents par action) au même trimestre de l'année précédente.

Air Canada | Nouvelles destinations-soleil

AIR CANADA vient de lancer son horaire d'hiver, donnant un nouvel élan à sa desserte du Sud par l'ajout de 16 nouvelles lignes et l'accentuation de sa desserte de nombreuses destinations-soleil prisées. À la faveur de l'entrée en vigueur de son horaire d'hiver 2001-2002, le 28 octobre, Air Canada proposera ainsi jusqu'à 244 vols par semaine sur 53 lignes pour 32 destinations au Mexique, dans les Antilles, en Floride, à Hawaii, ainsi qu'à Las Vegas. Les places sont actuellement en vente.

Grand Toys | Fractionnement d'actions

GRAND TOYS International a autorisé et entrepris un regroupement de ses actions ordinaires à raison de une contre quatre et ce, dès hier. Même si ce regroupement s'inscrit dans le cadre d'un plan visant à se conformer de nouveau aux exigences d'inscription du NASDAQ, la société croit qu'il élargira l'attrait de ses actions, surtout pour les investisseurs dont les critères restreignent les placements dans des titres qui se négocient aux alentours de 1 \$ l'action. Le nombre d'actions ordinaires autorisées de Grand Toys passera de 50 à 12,5 millions, tandis que le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la société passera de 5,09 à 1,27 million, sous réserve d'un ajustement résultant de l'élimination des fractions d'action. Le nombre total d'actions ordinaires réservées à des fins d'émission consécutive à l'exercice de bons de souscription et d'options passerait de 2,18 millions à 543 985 et serait également soumis à un ajustement afin d'éliminer les fractions d'action. Créée en 1960, Grand Toys est un titulaire de licences et un important distributeur d'une grande variété de jouets et d'accessoires au Canada. Depuis janvier 1999, la société distribue également des produits de marque déposée aux États-Unis.

Air Transat | Nomination de Pascal Briodin

AIR TRANSAT vient de nommer Pascal Briodin au poste de vice-président à la direction, ventes et marketing. M. Briodin a acquis une vaste expérience et une solide connaissance de l'industrie aérienne comme vice-président exécutif et directeur général d'Air France Canada. Au sein d'Air Transat, il assurera la coordination de toutes les activités de marketing, des ventes et du fret. Il aura aussi comme responsabilité la commercialisation de tout le produit aérien d'Air Transat que ce soit auprès des voyageurs ou la vente de vols secs. Au quotidien, il sera secondé par Sylvie Bourget, vice-présidente, marketing, et Kevin Kalbfleisch, vice-président, ventes.

Bas-Saint-Laurent | Potentiel gazier et pétrolier

LE MINISTÈRE des Ressources naturelles réalisera de nouveaux travaux afin de mieux évaluer le potentiel pétrolier et gazier du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Un appel d'offres a été lancé récemment afin d'acquérir de nouvelles données géophysiques de sismique-réflexion sur ces régions. Le fournisseur devra réaliser 10 profils sismiques qui totalisent près de 345 kilomètres entre Mont-Joli et Cap-Chat au nord et entre Nouvelle et Chandler au sud. Les travaux seront réalisés en deux étapes, soit à l'automne 2001, ainsi qu'à l'été et l'automne 2002. Ce programme de levée géophysique s'inscrit dans la suite des travaux entrepris par le ministère dans la vallée de la Matapédia au cours de l'automne dernier. Plus précisément, les travaux consisteront à vérifier la présence de structures géologiques propices aux accumulations de pétrole et de gaz naturel. Les données recueillies s'ajouteront à l'information déjà colligée par des équipes de géologues du ministère. Une fois les données traitées, les profils sismiques seront interprétés et les résultats seront rendus publics par l'intermédiaire du Fonds documentaire géoscientifique pétrolier ainsi qu'à l'occasion de conférences et de communications scientifiques.

MédiSolution | Contrat en Turquie

MÉDISOLUTION, société montréalaise spécialisée dans les technologies de l'information dans le domaine de la santé, a obtenu un contrat pour l'installation de son système de diagnostic médical, d'archivage et de transmission d'images médicales (ou PACS pour *Picture Archiving and Communications System*) à l'hôpital universitaire Hacettepe d'Ankara, par l'entremise de Meteksan Sistem, important distributeur TI (technologies de l'information) des soins de santé de ce pays. Il s'agit d'un projet d'une valeur approximative de 1,5 million de dollars qui se déroulera en trois étapes. Associé à un projet précédent d'une valeur de 450 000 \$ relativement aux systèmes d'information pour hôpitaux, d'information radiologique et PACS, qui a aidé l'hôpital de réadaptation des forces armées turques à devenir le premier centre de soins sans film du pays, ce contrat permet à MédiSolution de mieux prendre pied en Turquie.

Nstein | Autre percée aux États-Unis

NSTEIN TECHNOLOGIES, société montréalaise engagée dans le développement de solutions d'affaires basées sur l'intelligence linguistique, a vendu une licence d'utilisation du Nmedia Server à l'American Psychological Association (APA), la plus grande association de psychologues au monde. La transaction s'élève à plus de 400 000 \$. Pour Nstein, il s'agit d'une seconde vente d'importance aux États-Unis en une semaine. La société a conclu, le 28 août dernier, une entente de cinq ans d'une valeur de 1,2 million avec l'important groupe de presse américain United Press International (UPI).

Pierre Bellemare



Photo AP

Un gros appétit pour les commissions sur transactions...

Des courtiers quittaient hier le parquet de la Bourse de Hong Kong pour aller manger. Les responsables de la Bourse pourraient décider sous peu de supprimer la traditionnelle pause repas et de fermer plus tard en vue de répondre à la demande mondiale de prolongation des heures de transactions.

AIR CANADA

Suite de la page D1

Robin Wohnsigl veut augmenter la part de ces activités en misant sur le plan d'action d'Air Canada lancé le 1^{er} août dernier.

La concurrence est très vive dans l'entretien des avions et de leurs réacteurs, aux États-Unis et au Canada. Plusieurs ateliers ont soumissionné pour le contrat d'ACA, mais Air Canada s'est démarqué par sa réputation et son guichet unique, selon Robin Wohnsigl et Nicole Couture-Simard. « Un tel contrat à long terme reflète la réputation de qualité de service et d'expertise technique dans l'entretien d'un

grand nombre d'appareils, dont les jets régionaux », déclare Robin Wohnsigl dans un communiqué.

À Dorval, Air Canada offre des services complets sur les appareils Airbus 340 et 330, les Boeing 767, les DC-9 et les jets de Bombardier, de même que sur leurs réacteurs CFM (une coentreprise de Snecma, de Paris, et de GE, d'Atlanta), Rolls-Royce, de Londres, et Pratt & Whitney, de Hartford, au Connecticut.

Atlantic Coast Airlines est un grand transporteur régional affilié à la fois à United Airlines, à partir

des aéroports de Washington et de Chicago (Dulles et O'Hare), et à Delta, à partir de ceux de New York (LaGuardia) et de Boston. Son parc comprend déjà 53 jets de Bombardier et doit atteindre 96 à la fin de 2003, en plus de quelques Fairchild-Dornier et de Jetstream.

Le transporteur dessert 66 destinations dans 24 États américains et au Canada, par 740 vols quotidiens. Dorval réalisera presque tout l'entretien des jets de Bombardier exploités par le transporteur ACA. Il y a « très peu de sous-traitance », conclut Nicole Couture-Simard.

PÉNURIE

Suite de la page D1

À Québec, par exemple, sur 140 inscriptions, seulement 40 élèves ont été acceptés.

Les entrepreneurs qui viennent de voter à 88 % en faveur de la nouvelle convention collective du secteur résidentiel vont demander au ministre du Travail, Jean Rochon, d'assouplir la réglementation afin de reconnaître la formation de l'apprenti charpentier-menuisier sur les chantiers de construction.

« Nous vivons les mêmes problèmes qu'il y a 15 ans, affirme M^{me} Flynn. Il va falloir que la CCQ reconnaisse l'apprentissage sur les chantiers qui, à notre avis, est tout aussi valable que la formation dans les écoles. »

Cette question de formation de la main-d'oeuvre n'est pas le seul irritant ressenti par les entrepreneurs. Au cours des assemblées, les membres ont voté à 86 %

contre la hausse des coûts relatifs aux clauses communes (régime de retraite et assurance) négociée par l'Association de la construction du Québec (ACQ) qui détient le monopole de la négociation sur les avantages sociaux.

L'APCHQ estime que le régime de retraite et les assurances collectives représentent 10 % des coûts de base dans la construction résidentielle. Selon M^{me} Flynn, au salaire horaire de 23,73 \$ du charpentier-menuisier, il faut ajouter un coût de 30 % pour couvrir les avantages sociaux.

Les membres de l'APCHQ auront l'occasion d'étudier plus en profondeur les phénomènes de la pénurie de la main-d'oeuvre et de la hausse des coûts à l'occasion de leur congrès qui se tiendra les 21 et 22 septembre prochain.

DÉTÉRIORATION

Suite de la page D1

Bien que le taux de chômage ait défilé les attentes et soit resté stable à 7 % pendant cinq mois consécutifs, il met en évidence des faiblesses latentes — un nouveau déclin du nombre d'emplois en août marquerait le troisième mois consécutif de pertes d'emplois.

« Un de ces mois, je crois que le quai va être emporté par l'eau parce que la faiblesse dans l'emploi continue de croître. Éventuelle-

ment, cela va faire grimper le taux de chômage », a observé Doug Porter, économiste principal chez BMO Nesbitt Burns.

Les analystes s'attendent à des pertes d'emplois dans les secteurs des technologies et des services, ce dernier s'étant pourtant relativement bien comporté cette année.

Les emplois scientifiques et techniques pourraient voir leur nombre

diminuer une fois de plus en août, mais le secteur de la fabrication, qui a enregistré une hausse de l'emploi en juillet, pourrait surprendre de nouveau avec une petite remontée.

AVIS DE NOMINATION



HUGO DE BELLEFEUILLE
VICE-PRÉSIDENT, VENTES,
RÉGION GRAND MONTRÉAL
GROUPE TÉLÉCOM

Marc Rancourt, vice-président et directeur général, région de l'Est de Groupe Télécom, a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Hugo de Bellefeuille à titre de vice-président, ventes, pour la région du Grand Montréal.

M. de Bellefeuille a acquis une solide expérience au fil des ans dans le domaine des ventes ayant oeuvré au sein d'entreprises de télécommunications au Québec. À titre de vice-président, ventes, région Grand Montréal, M. de Bellefeuille sera responsable des équipes de ventes directes et de réseaux indirects pour la grande région métropolitaine. Son expertise en vente, ses grandes qualités interpersonnelles et son sens du leadership sont des atouts de taille pour l'entreprise.

Groupe Télécom est la plus grande entreprise canadienne de produits et services de télécommunications d'affaires à posséder son propre réseau de fibres optiques. Elle offre des services de voix, de données et d'applications Internet haute vitesse de prochaine génération aux entreprises canadiennes. Groupe Télécom a son siège social à Toronto et compte des bureaux dans 18 marchés répartis dans neuf provinces canadiennes.

www.gt.ca

Groupe Télécom met à la disposition des entreprises un ensemble de solutions de communications pour accroître leur rentabilité et leur productivité.



2984919

AVIS DE NOMINATION



Stéphane Garon
Directeur des services juridiques
Commission des valeurs
mobilières du Québec

Madame Carmen Crépin, présidente de la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ), est heureuse d'annoncer la nomination de M. Stéphane Garon au poste de directeur des services juridiques. M. Garon dirigera le groupe d'avocats agissant au sein de cette direction, dont le rôle est de représenter la Commission lors de procédures judiciaires et de conseiller les autres directions dans l'exercice de leurs mandats.

Avocat d'expérience, M. Garon a occupé le poste de vice-président de GPC International et était responsable des relations gouvernementales pour le Québec. Elle a également pratiqué comme avocat en litige commercial au sein de trois cabinets renommés et a travaillé à l'élaboration et à la mise en oeuvre de plans de restructuration pour des entreprises. M. Garon est membre du Barreau du Québec depuis 1990.

La CVMQ est l'organisme de surveillance du marché des valeurs mobilières au Québec. Elle a pour mission de servir l'intérêt public en veillant à la protection de l'investisseur et en recherchant la stabilité et l'efficacité des marchés financiers, contribuant ainsi à la croissance de l'économie du Québec.



Commission des valeurs mobilières du Québec

2983864

AVIS DE NOMINATION



Christian Godin

Montrusco Bolton Inc. est heureuse d'annoncer la nomination de Christian Godin au poste de gestionnaire, analyste principal. M. Godin est titulaire d'une Maîtrise ès Sciences de la Gestion (MSC) des HEC et détenteur d'un baccalauréat en administration des affaires (BAA) de l'UQAM.

Au cours des 12 dernières années, M. Godin a occupé des postes de directeur et d'analyste principal chez Merrill Lynch, Midland Walwyn Capital, CTI Capital et Interaction. Pendant son séjour chez Merrill Lynch, M. Godin était classé comme l'un des trois meilleurs analystes canadiens de sa catégorie par les diverses agences de sondage.

Dans ses nouvelles fonctions, M. Godin participera, à titre de gestionnaire et d'analyste, à la gestion et à la mise en marché des fonds de titres à petites capitalisations et de fonds spécialisés.

Montrusco Bolton est l'un des plus grands gestionnaires de fonds institutionnels au Canada, avec un actif sous gestion de plus de sept milliards de dollars. La société a des bureaux dans toutes les grandes villes canadiennes.



MONTRUSCO BOLTON

2983156

Valeurs mobilières Desjardins sort du Québec

RÉJEAN BOURDEAU

Jean-Pierre De Montigny, 45 ans, est affamé de croissance. Quand il a une minute, il fait des recherches sur le site Internet de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM) pour trouver des occasions d'affaires.

Le nouveau président de Valeurs mobilières Desjardins scrute attentivement la liste d'une centaine de membres de l'Association pour ajouter les concurrents les plus vulnérables dans le répertoire de son ordinateur, afin de les analyser de plus près. Avis aux intéressés, il en est présentement à la lettre F...

« Il y a beaucoup de petits acteurs indépendants, méconnus et mal capitalisés, dit-il en entrevue à *La Presse* dans ses bureaux. Nous allons profiter de la force de Desjardins, dans ce marché difficile, pour faire des achats et se bâtir une masse critique dans le reste du pays. »

Pour le moment, le courtier du Mouvement Desjardins a un statut québécois. Mais les choses vont changer. Il souhaite avoir 300 conseillers dans les provinces anglophones d'ici de trois à cinq ans. Il veut aussi doubler à 300 leur nombre au Québec dans les prochaines années.

En comparaison, le plus important courtier québécois, la Financière Banque Nationale, possède presque 600 conseillers au Québec et 150 autres en Ontario et en Colombie-Britannique. À cela, il veut ajouter 250 conseillers supplémentaires dans le reste du pays cette année.

Premières bouchées

Depuis l'arrivée de M. De Montigny il y a deux mois, Valeurs mobilières Desjardins a gagné du poids. Il a pris sa première bouchée à Toronto avec l'achat du courtier



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Jean-Pierre De Montigny, président de Valeurs mobilières Desjardins : « Nous faisons partie de la grande famille Desjardins, mais nous restons indépendants. C'est ce que j'appelle une souveraineté-association. »

Rampart Securities, détenteur de 12 000 comptes clients, pour une trentaine de conseillers. La firme de courtage ontarienne avait cessé ses activités sur ordre de l'ACCOVAM en raison d'une insuffisance de capital.

Pour réussir sa percée canadienne, la filiale du mouvement coopératif veut rayonner à partir de Toronto. Une autre acquisition est possible d'ici la fin de l'année, prévoit le président.

En juillet, Valeurs mobilières Desjardins a aussi avalé la québécoise Groome Capital, employant

une vingtaine de personnes spécialisées dans le financement institutionnel, sans l'aide d'Investissement Québec, dont l'offre de prêt a pourtant fait l'objet d'un décret gouvernemental, comme l'a révélé *La Presse* à la fin juin.

Impatient de nature, paraît-il, le nouveau patron veut faire bouger les choses. L'équipe torontoise de Groome est déjà en train de déménager dans les locaux plus spacieux de Rampart. On retrouvera une quarantaine de personnes, des secteurs institutionnels et de détail, dans le local de 15 000 pieds carrés d'ici six mois.

« Une heure après la fin du déménagement, on installe l'enseignement de Desjardins Securities sur la porte », dit-il fièrement. Ce sera une première pour la firme québécoise.

Les choses bougent aussi au complexe Desjardins. Des travaux de réaménagement approchant le million de dollars sont en cours dans les trois étages du bureau central où se trouve le siège social, les équipes institutionnelles d'actions, d'obligations et de financement corporatif, des analystes et des conseillers en placement.

Le courtier utilisera les locaux de

Groome, au 27^e étage de la Place Ville-Marie, pour ouvrir une succursale montréalaise de prestige d'environ 20 représentants. « Nous sommes sous-représentés à Montréal, il faut changer les choses », explique M. De Montigny.

Si la stratégie hors Québec repose sur des créneaux précis, comme les biotechs, les technologies et les télécoms, Desjardins souhaite couvrir tous les secteurs au Québec.

En plus d'offrir des services aux clients des caisses, le courtier veut élargir le bassin de sa clientèle. Longtemps concentré dans le courtage de détail, on prend également le virage vers les secteurs institutionnels et corporatifs (financement, émission d'actions).

La firme offre des produits et des services financiers dans ses 28 points de services au Québec et par son service de courtage à escompte Disnat. Elle gère un actif de 7,5 milliards dollars et elle emploie 600 personnes.

Souveraineté-association

Issu du milieu de courtage (RBC Dominion, Richardson Greenshields et Merrill Lynch Canada), M. De Montigny ne voit pas de problèmes à insuffler une culture d'entrepreneur à une filiale du mouvement coopératif.

Selon lui, la direction comprend cette approche, d'autant plus que des employés de Valeurs mobilières Desjardins ont travaillé chez des concurrents. « Nous faisons partie de la famille Desjardins, nous profitons de sa grande force financière et nous travaillons ensemble pour servir son importante clientèle, rappelle-t-il. Mais nous demeurons indépendant. C'est ce que j'appelle une souveraineté-association. »

L'arrivée du président, avec son style dynamique, a eu des répercussions à l'intérieur de la boîte. Des employés interrogés par *La Presse* ont dit ressentir un souffle nouveau. Valeurs mobilières Desjardins a eu trop longtemps une présence discrète : le nouveau président nous aidera à prendre notre place, disent-ils en substance.

La valeur des permis de construire en hausse

Presse Canadienne

OTTAWA — La valeur des permis délivrés par les municipalités en juillet était de 3,4 milliards de dollars, inchangée par rapport à juin, indiquait hier Statistique Canada.

Un recul dans le secteur résidentiel de 10,2 %, à 1,8 milliard, a été compensé par un gain dans le non résidentiel de 13,9 %, à 1,6 milliard, grâce surtout au volet commercial.

Le secteur résidentiel, après deux mois en hausse sensible, a notamment connu une faiblesse du côté des logements multifamiliaux.

Pour les sept premiers mois de 2001, la région de Montréal a eu la plus forte croissance, due entre autres aux projets commerciaux ; la valeur totalisait 2,6 milliards, en hausse de 49,5 % par rapport au

1,74 milliard de la même période l'an dernier. En juillet, Montréal affichait 306,9 millions, en baisse par rapport aux 342,7 millions de juin.

Pour la région de Québec, le total de 393 millions sur sept mois est en progression de 23 % par rapport à la même période 2000.

Du côté de Toronto, les permis de sept mois valaient 5,06 milliards, en hausse par rapport aux 4,66 milliards de la même période en 2000.

À l'échelle nationale, la valeur totale jusqu'ici en 2001 atteint 23,5 milliards, un gain de 13 % par rapport à la période semblable en 2000, la meilleure progression depuis 1989. La composante résidentielle avance de 9,3 %, à 12,7 milliards, la non résidentielle croît de 17,7 %, à 10,8 milliards.

CLUB LINK

Le principal actionnaire vend ses parts à rabais

Presse Canadienne

LE PRINCIPAL actionnaire de ClubLink Corp., propriétaire de près d'une trentaine de clubs de golf en Ontario et au Québec, vend presque toute sa participation à un prix inférieur au cours de l'action.

ClubLink a fait savoir hier que ClubCorp USA, de Dallas, a vendu cinq millions de ses actions, représentant une participation de 25 % dans l'entreprise canadienne, dans le cadre d'une transaction privée de 25 millions. Ce prix de 5 \$ par action constitue une aubaine, compte tenu que le titre de ClubLink à la Bourse de Toronto se maintenait au-dessus des 6 \$ depuis la fin du mois de mai.

L'action de ClubLink a d'ailleurs perdu 25 cents après l'annonce de cette transaction, pour clôturer hier à 5,80 \$.

L'actionnaire principal de ClubLink est maintenant Tri-White Corp., une entreprise contrôlée par Rai Sahi, président du conseil, chef de la direction et actionnaire principal d'Aktion Corp., une société immobilière torontoise.

ClubLink possède 29 clubs de golf en Ontario et au Québec, dont le prestigieux Glen Abbey, à Oakville, où est disputé l'Omnium canadien sur le circuit de la PGA. Au Québec, la société est notamment propriétaire du tout nouveau Maître de Mont-Tremblant, dont le parcours a été dessiné par le célè-

bre golfeur professionnel Fred Couples, ainsi que des clubs Cedarbrook, à Sainte-Sophie, Quatre Domaines, à Mirabel, et le Dôme, à Hull. « ClubCorp nous a fait part de sa décision de rapatrier certains de ses investissements, et ce dans un intervalle de quelques jours, afin de réaliser des investissements aux États-Unis et de rembourser des dettes », a déclaré par voie de communiqué le chef de la direction de ClubLink, Bruce Simmonds.

En entrevue, le directeur financier de ClubLink Robert Visentin a dit que la direction n'était « pas très heureuse » de la décision de ClubCorp de vendre sa participation à rabais, puisque le cours de l'action de l'entreprise pourrait en souffrir.

M. Visentin a précisé que le président de ClubLink Rob Franklin doit rencontrer dès cette semaine M. Sahi, afin de connaître les intentions du nouvel actionnaire.

M. Sahi n'a pu être joint, mais un communiqué de Tri-White indique que cet achat a été réalisé à des fins d'investissement. « Tri-White entend accroître ou réduire » sa participation dans ClubLink « selon les circonstances », affirme l'entreprise.

ClubCorp conserve une participation de 2 % dans ClubLink ainsi qu'un siège au conseil d'administration.

2984831A

Centre de perfectionnement



Influencer par les habiletés politiques

**2 et 3 octobre 2001 ou
16 et 17 octobre 2001 ou
29 et 30 octobre 2001 ou
29 et 30 novembre 2001
9 h à 17 h**

L'organisation est un lieu de pouvoir et d'influence. La maîtrise des habiletés politiques est essentielle à l'exercice d'une influence appropriée et elle fait partie des capacités que doivent développer les gestionnaires qui veulent connaître du succès.

Ce programme vise à permettre au participant de mieux lire les organisations comme systèmes politiques et de renforcer sa capacité à formuler des stratégies et des tactiques visant à accroître son influence.

Aucune formation postsecondaire n'est exigée.

Le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales

<http://www.hec.ca/cphec/hp.htm>

SESSION INTRA-ORGANISATIONNELLE

Ce programme peut être adapté et offert dans votre entreprise. (514) 340-6001



Professeur honoraire à l'École des HEC, **Guy Archambault** enseigne le management, la gestion du changement ainsi que les habiletés de direction et de consultation. Il a reçu à l'automne 1998 le Prix de pédagogie de l'École des HEC.

François Boulard a travaillé pendant plusieurs années à titre de gestionnaire des ressources humaines. Il intervient maintenant à titre de conseiller auprès de nombreux organismes des secteurs public, parapublic et privé.

2984829A

Centre de perfectionnement



Mieux communiquer avec son auditoire : parler en public ou vendre une idée

**3 et 10 octobre 2001 – 9 h à 17 h
Soirée optionnelle le 3 octobre 2001 – 18 h 30 à 21 h 30**

Vous désirez informer, influencer une décision, motiver, inciter à l'action ou vendre une idée à des collègues, à la haute direction de votre organisation ou à d'autres groupes? Autant de défis à relever pour une carrière de gestionnaire. La maîtrise de l'expression orale est capitale à cet égard. Les participants trouveront dans ce programme une aide efficace pour développer les éléments de l'expression orale qui contribueront à leur succès. La soirée optionnelle traitera du support visuel informatique.

<http://www.hec.ca/cphec/mcaa.htm>



Animatrices

Louise Lachapelle
M.Sc.(communication),
U. de M.

Suzanne Laberge
B.A.(français moderne),
Collège Sainte-Marie;
B.A.(français et linguistique), UQAM

Mme Lachapelle est communicologue de formation, spécialisée dans le coaching des activités de communication. Elle est chargée de cours en communication à l'École des HEC et intervient à titre d'experte-conseil dans les entreprises depuis 1980.

Mme Laberge est surtout connue du public québécois pour son travail de journaliste présentatrice au service de l'information de la Société Radio-Canada. Elle a été l'animatrice du magazine quotidien *Croque la vie* au Canal-vie.

M. Denis Paradis, chargé de formation, Service de l'enseignement des technologies de l'information.



Animateur

Michel Vézina

M.Sc.(gestion),
HEC-Montréal
D.Sc.(gestion), Université
Montpellier II; CA

M. Vézina est professeur agrégé au Service de l'enseignement des sciences comptables à l'École des HEC. Il s'intéresse aux pratiques de contrôle budgétaire au sein des entreprises québécoises ainsi qu'à l'impact des technologies de l'information sur le contrôle de gestion.

Aucune formation postsecondaire n'est exigée.

Le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales

<http://www.hec.ca/cphec/cbcp.htm>

SESSION INTRA-ORGANISATIONNELLE

Ces programmes peuvent être adaptés et offerts dans votre entreprise. (514) 340-6001

La réussite irlandaise de Bombardier



ISABELLE HACHEY

LA PRESSE À LONDRES

BELFAST — Pour se rendre à l'usine de Bombardier, le plus grand employeur privé d'Irlande du Nord, il faut traverser un triste quartier ouvrier, dans l'est de Belfast. Un territoire farouchement protestant, avec ses trottoirs peints aux couleurs de l'Union Jack, ses drapeaux fixés à tous les réverbères et ses sinistres murales à la gloire des paramilitaires loyalistes, où figurent généralement des cagouards armés jusqu'aux dents.

C'est sans doute le plus gros problème de Bombardier, souvent cité comme un modèle d'intégration en Irlande du Nord. Douze ans après son décollage réussi en Ulster, l'avionneur canadien doit se battre contre le lourd héritage laissé par des décennies de discrimination envers les catholiques de la province... et contre sa situation géographique.

Après avoir acheté, en 1989, la vieille usine Shorts Brothers — qui a obtenu le premier contrat de construction d'avions des frères Wright en 1908 — Bombardier a mis sur pied des programmes d'accès à l'embauche, de formation et d'aide à la communauté, louangés de toutes parts. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui encore, seulement 15 % de ses 7500 travailleurs sont catholiques.

Les efforts d'ouverture de l'entreprise se butent à un obstacle majeur, indépendant de sa volonté : l'usine Shorts — que Bombardier a sauvée du naufrage en l'achetant pour une bouchée de pain au gouvernement de Margaret Thatcher — est située en plein coeur d'un ghetto protestant. Même si la violence a pris fin dans les rues de Belfast, plusieurs catholiques n'y mettraient pas les pieds pour tout l'or du monde. La peur est encore là.

« Il y a un vieux dicton qui dit qu'un catholique de l'ouest de Belfast préférerait soumettre sa candidature pour un job au Moyen-Orient avant de le faire pour un emploi dans l'est de sa propre ville ! » lance Billy Robinson, directeur de Counteract, un organisme mis sur pied en 1990 par le Congrès des syndicats irlandais pour combattre le sectarisme et l'intimidation qui pourrissent les relations de travail en Ulster.

« Il y a toujours eu une barrière géographique », admet Michael Ryan, vice-président et directeur général de Shorts/Bombardier. « Mais nous avons investi dans un centre de formation au centre-ville, qui constitue un territoire neutre, et nous avons acheté une usine dans l'ouest de Belfast, qui emploie maintenant 670 personnes. »

Bref, les catholiques ne pouvaient aller à Shorts, alors c'est Shorts qui est allée à eux. Et Bombardier n'a pas ménagé les efforts pour faire de ses usines des « zones neutres » pour les ouvriers. Les règles sont strictes : ici, aucun « symbole sectaire », pas même le moindre petit drapeau, ne saurait être toléré. C'est qu'en Irlande du Nord, même le portrait de la reine a le potentiel de provoquer une ba-

garre en règle, et même pire, sur les lieux de travail !

« Nous avons travaillé très fort avec les autorités gouvernementales, parce qu'étant le plus gros employeur de la province, notre succès était considéré comme un exemple important pour les autres entreprises », dit M. Ryan, qui ne nie pas que ces mesures ont aussi un impact positif sur le plan des affaires. « Quand les ouvriers sont heureux, ils sont plus productifs ! »

Résultat, les conflits sont rares dans les usines de Shorts, et le sectarisme n'est plus qu'une fraction de ce qu'il était il y a 20 ans. Grâce aux mesures du propriétaire québécois — et à une nouvelle législation, entrée en vigueur en 1990, qui interdit toute discrimination à l'embauche —, la proportion d'employés catholiques a triplé, passant de 5 % à 15 %. Mais la performance demeure modeste, dans une province où les catholiques forment 40 % de la population... et comptent deux fois plus de chômeurs que les protestants. « Il reste beaucoup de chemin à faire », reconnaît M. Ryan.

Les efforts des employeurs tels Bombardier sont cruciaux pour réconcilier les factions dans la province déchirée par 30 ans de guerre civile, croit M. Robinson. « Notre société est profondément divisée. Nous grandissons dans des quartiers différents, nous fréquentons des écoles, des églises et des pubs différents. Le lieu de travail est le seul endroit où catholiques et protestants se côtoient. Les entreprises ont un très grand rôle à jouer dans la réconciliation. »

Mais la tâche n'est pas facile. M. Robinson, qui se décrit un peu comme un « pompier » — on l'appelle en temps de crise — a déjà négocié pendant huit longs mois avec des ouvriers protestants avant qu'ils consentent à retirer l'Union Jack qu'ils avaient accroché dans leur usine. Le syndicaliste, catholique, avait même failli y laisser sa peau !

Bizarrement, les accrochages sont de plus en plus nombreux depuis le cessez-le-feu de 1994. « C'est comme si le conflit avait été transféré des rues aux lieux de travail. Il est toujours là, mais sous une autre forme », dit M. Robinson. « On ne peut pas éliminer, en sept ans, l'amertume accumulée pendant des générations. Ces attitudes ne sont pas superficielles. Elles sont profondément ancrées en nous, jusque dans nos os. Elles font partie de notre culture. »

Économie

Malgré les difficultés, le cessez-le-feu a largement contribué à la croissance de Shorts/Bombardier ces dernières années. « Nous ne nous mêlons pas de politique, mais il est évident que la situation en Irlande du Nord a influencé nos décisions stratégiques. Désormais, il y a moins de risques associés à l'investissement », explique M. Ryan.

Aujourd'hui, Shorts/Bombardier est en pleine expansion — la plus rapide de l'histoire de l'usine depuis la Deuxième Guerre mondiale, quand elle fonctionnait à plein régime pour répondre à la demande militaire. Les commandes s'accumulent, et il lui faudra trois ans pour répondre à celles qui sont déjà sur la table. Depuis l'an dernier, 1500 ouvriers supplémentaires ont été recrutés pour suffire à la demande.

Bombardier vient d'investir près de 180 millions de dollars pour agrandir ses usines nord-irlandaises, acheter des équipements de pointe et former ses nouveaux employés. En juin, l'avionneur a inauguré le nouveau terminal du Belfast City Airport, dont il est propriétaire, une affaire de 46 millions.

Ces dépenses portent les investissements totaux de la multinationale québécoise en Ulster à plus de deux milliards. L'usine, au bord du gouffre lors de l'acquisition — avec des pertes de 100 millions en 1988 — a depuis longtemps retrouvé la voie de la rentabilité. Les ventes ont plus que doublé et les profits se sont établis, l'an dernier, à 230 millions de dollars.

Et pourtant, Bombardier avait pris un risque lorsqu'il a acheté Shorts : en 1989, la paix n'était encore qu'un rêve. Au cours des années ayant suivi l'acquisition, l'usine a été la cible de huit attentats à la bombe de l'IRA. « Bien sûr, la stabilité politique est importante, dit M. Ryan. Mais Bombardier connaissait la situation à l'époque et croyait malgré tout que l'investissement en valait le coup. »

Si seulement l'Irlande du Nord était capable de mettre fin à ses interminables crises politiques, elle pourrait convaincre d'autres investisseurs étrangers de suivre l'exemple de Bombardier. C'est du moins l'avis de Sir George Quigley, président du Groupe des Sept, une association des principaux syndicats, représentants d'entreprises et agences de développement économique de la province.

Le Groupe des Sept a été formé en juillet 1996, en réaction aux violences entourant le défilé orangiste de Drumcree. « Notre but était d'éveiller les gens aux conséquences catastrophiques de ces désordres et de l'instabilité politique sur l'image de la province à l'étranger et, par conséquent, sur son économie », explique Sir Georges.

La paix passe aussi par la prospérité, dit-il. En Irlande du Nord, on a trop souvent tendance à l'oublier.

L'époque où l'Ulster regardait de haut sa pauvre voisine, la République d'Irlande, est bel et bien révolue. Aujourd'hui, la province, sous perfusion constante de Londres et de Bruxelles, bave d'envie face aux prouesses économiques du Tigre celtique. « Il nous faudra des années pour rattraper les Irlandais, dit Sir Georges. Nous n'avons plus les moyens de continuer dans ce monde incertain, dans ces crises perpétuelles, ponctuées d'échéances et de solutions à court terme. »

Pour y arriver, le Groupe des Sept ne propose rien de moins que d'administrer le même traitement à la province qu'à une compagnie au bord de la faillite ! « Si l'Irlande du Nord était une entreprise, il faudrait s'asseoir et établir un plan d'action très clair pour assurer sa survie, en partageant les responsabilités entre les parties, qui devraient rendre régulièrement des comptes. »

Mais l'Ulster n'est pas une entreprise. À l'heure où la province traverse une énième crise politique, les rêves de Sir Georges semblent plus irréalistes que jamais. « Nous sommes bons pour regarder vers le passé, reconnaît-il, mais nous devons éviter d'en devenir esclaves. Ce qu'il faut, c'est inventer un nouvel avenir en Irlande du Nord. »



Bombardier souhaite utiliser ses installations de Tucson pour les travaux de finition d'un nouveau jet d'affaires, le Continental (ci-dessus).

Bombardier prend de l'expansion à Tucson

Associated Press

TUCSON, Arizona — Bombardier Aéronautique s'apprête à acquérir de nouvelles installations à Tucson, en Arizona, où la société montréalaise possède déjà une usine pour les travaux de finition de ses avions.

Bombardier a obtenu mardi la permission des autorités aéroportuaires de Tucson en vue de l'acquisition d'un gigantesque hangar présentement inoccupé, ainsi que de deux édifices plus petits, qui appartiennent à la société Lockheed Martin. Les négociations entre les parties se poursuivent. Ces installations sont adjacentes à l'usine de Bombardier à Tucson.

Une porte-parole de Bombardier, Paula Stachowski, a indiqué qu'une entente avec Lockheed Martin pourrait être conclue d'ici le 17 septembre.

« Nous sommes enthousiastes. Il s'agit d'une belle occasion de croissance pour nous, a dit M^{me} Stachowski. C'est une solution à notre problème de capacité de production à court et long termes. »

Bombardier souhaite utiliser ces installations pour les travaux de finition d'un nouveau jet d'affaires, le Continental, dont les premiers appareils devraient sortir de l'usine de Wichita, au Kansas, en novembre. Les nouvelles installations pourraient aussi servir à désengorger l'usine actuelle de Tucson, où l'on apporte la touche finale à des appareils tels que le Global Express, le Challenger et le Learjet.

M^{me} Stachowski a précisé que Bombardier emploie présentement quelque 2000 personnes à Tucson, après avoir gonflé l'effectif en prévision de la venue du nouveau Continental.

Lockheed avait inauguré en novembre 1990 ces installations de Tucson, qui lui ont coûté 25 millions de dollars américains et servaient à l'entretien des appareils. Moins de cinq ans plus tard, la société américaine licencierait 365 travailleurs et laissait les lieux inoccupés.

Depuis ce temps, « tous les grands noms de l'industrie aéronautique, intérieure et internationale, sont venus à Tucson pour voir ces installations qui sont dans un état impeccable », a déclaré une porte-parole des autorités aéroportuaires, Paula Winn.

Le hangar, d'une superficie de près de 2000 mètres carrés, est « énorme », selon M^{me} Winn, et peut contenir quatre avions DC-10.

Bombardier entend acheter les édifices et louer le terrain de 22 hectares des autorités aéroportuaires, au prix de 300 000 \$ US par année pour une période de 30 ans. Le prix d'achat négocié avec Lockheed n'a pas été révélé.

ARGENT DISPONIBLE

Rapide Finance Cie Ltée

- Problème de liquidités ?
- Prêts commerciaux à court terme seulement
- Confidentialité

342-4488

Conseillers en Gestion Globale State Street, Ltée

Avis de Distribution pour le Fonds de participation indiciel SSgA Dow Jones Canada 40

Conseillers en Gestion Globale State Street, Ltée («SSgA»), gestionnaire du Fonds de participation indiciel SSgA Dow Jones Canada 40 (le «Fonds SSgA DJ-40»), annonce le paiement d'une distribution trimestrielle d'environ \$0.19781 par parts, payable le 28 septembre, 2001 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 14 septembre, 2001.

Gratuit ! 1-888-334-9769

www.guideap.com

Guide d'activité physique

pour une vie active saine

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ATOUT, AFFAIRES.

Financement, subvention pour commerces et entreprises. 514 367-1251

IL n'en n'est pas à sa première invention mais celle-ci est essentielle. EcoQuest International désire distributeurs de qualité. 514-867-0789

LIGNE de corseterie et maillots de bains italienne renommée, recherche importateur, avec ou sans réseaux de vente, bien introduits chez magasins qualifiés, agents bilingues, très capables, très bonne situation assurée. Ecrire: E-mail: rofmedd@tin.it Fax: 01139 070 9600879

AVIS 800

AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

AVIS de cessation d'exercice de Mme Cécile Quirouette, psychologue

Les clients de Mme Cécile Quirouette, psychologue (no de permis 05936-90) qui exerçait sa profession à : 4657 rue de Bordeaux, Mtl, Qc, tél. : (514) 521-4901, sont priés de prendre note que, conformément au «règlement sur les dossiers d'un psychologue cessant d'exercer sa profession », Mme Nora Kelner agira à titre de cessionnaire et gardien des dossiers de Mme Quirouette. Toute demande d'accès ou de transfert de dossier doit être adressée par écrit et sous pli confidentiel, à l'adresse suivante :

Docteur Nora Kelner, Ph.D
5750 Côte-des-Neiges (suite A-905), Mtl, Qc
Tél. : (514) 340-8222 extension 4348
Heures d'affaires du lun. au ven., 9h à 17h.

AVIS de clôture d'inventaire PRENEZ AVIS que MARTHE GARIÉPY en son vivant domiciliée au 124, Brassard, Saint-Joseph-du-Lac, Québec, J0N 1M0, est décédée le 1er décembre 2000 et qu'un inventaire de ses biens a été fait le 4 septembre 2001 par le liquidateur successoral et peut être consulté au bureau de **Me Suzie Saint-Georges, notaire**, 550 Chemin de Chambly, bureau 260, Longueuil, province de Québec, J4H 3L8. François Gariépy, liquidateur successoral.

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie ORNITHARIUM INC. ayant son siège Social au 126 ave Forest, Pincourt, Québec, J7V 6B5, demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre et à cet effet dépose une déclaration au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Montréal, le 5 septembre 2001. ADESKY LESAGE Procureurs de la compagnie R50

Contrôle de Gucci: LVMH et PPR en pourparlers

Agence France-Presse

PARIS — Le groupe français Pinault-Printemps-Redoute (PPR) a affirmé hier qu'il était en négociations avec le géant mondial du luxe Louis Vuitton Moët-Hennessy (LVMH), des pourparlers pouvant mettre fin à une dispute de deux ans sur le contrôle du groupe italien de mode et de maroquinerie Gucci.

L'accord donnerait le contrôle total de Gucci à PPR, qui possède actuellement 42 % de la maison de luxe, une transaction qui serait conclue en mars 2004.

« Des pourparlers sont actuellement en cours (...), mais ils n'ont toutefois pas encore abouti », selon un communiqué du groupe PPR.

Gucci, qui a également confirmé

la tenue de ces discussions, a précisé dans un communiqué qu'« aucune information ne sera publiée à moins que et jusqu'à ce qu'on parvienne à un accord final ». Quant au groupe LVMH, il a refusé de commenter ces informations.

Les négociations, révélées par le quotidien financier britannique *Financial Times* dans sa livraison d'hier, auront lieu en trois temps au cours des trois prochaines années. D'après le communiqué de PPR, « les pourparlers sont en cours sur des bases proches de celles indiquées dans cet article ».

Si cet accord est conclu entre LVMH et PPR, la bataille juridique et financière opposant les deux géants du luxe depuis 1999 pour le contrôle de Gucci pourrait alors enfin prendre fin.

L'alliance stratégique conclue le

19 mars 1999 avait vu PPR prendre le contrôle de 42 % de Gucci, alors que LVMH, qui détenait jusqu'alors 34 % de Gucci, était en train de conduire une offre publique d'achat (OPA) hostile.

Depuis cette date, LVMH — qui possède désormais 20 % du groupe italien — n'avait cessé de contester cette reprise à la suite d'une augmentation de capital réservée et de réclamer auprès de la justice néerlandaise (Gucci étant domicilié aux Pays-Bas) qu'on fasse respecter une directive européenne obligeant toute entreprise voulant prendre le contrôle d'une société cotée à lancer une OPA.

En mars dernier, la chambre des entreprises d'Amsterdam avait ordonné l'ouverture d'une enquête sur les conditions de la prise de participation de PPR dans Gucci.

Ottawa ne croit pas à la taxe Tobin

Agence France-Presse

PARIS — Le Canada, qui présidera l'an prochain le G7, ne croit pas beaucoup à l'avenir de la taxe Tobin, cheval de bataille des militants antimondialisation, mais reconnaît que le système multilatéral doit être « rajeuni », a indiqué hier le ministre des Affaires étrangères fédéral, John Manley.

« Il n'y a pas de consensus international sur ce sujet, ni chez les ministres des finances, et je ne crois pas que (cette taxe) puisse être mise sur pied rapidement », a déclaré M. Manley, en visite officielle à Paris. « Cela peut changer, mais je ne le crois pas », a-t-il ajouté.

« Il est essentiel que la mise en oeuvre de cette taxe, pénalisant la spéculation financière internationale, soit globale et il faut donc obligatoirement qu'elle soit soutenue par les grandes puissances financières, à com-

mencer par les États-Unis, ce qui n'est pas le cas », a expliqué M. Manley. Le Canada va néanmoins veiller dans le cadre du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) à ce que des mesures soient prises pour que la mondialisation « favorise, au lieu d'entraver, la réalisation de nos objectifs politiques économiques et sociaux et que tous profitent de ses avantages », a-t-il indiqué.

L'idée d'une taxe sur la spéculation financière internationale, dont le produit irait au développement des pays pauvres, a été relancée par le premier ministre français, Lionel Jospin, qui s'est dit favorable à une initiative européenne en la matière.

Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a de son côté plaidé mardi pour un meilleur contrôle des transactions financières internationales, sans aller toutefois jusqu'à évoquer la taxe Tobin, très controversée.

ANALYSE

Le dollar américain remonte la pente

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

Le dollar canadien a baissé de plus de 2 cents américains depuis le début de juillet pour se retrouver hier à 64,15 cents US. Il est ainsi à son niveau le plus bas depuis cinq mois. Mais ces fluctuations sont minimes par rapport à celles de l'euro, qui est passé de 83,5 cents US, au début de juillet, à 93,4 cents US, à la fin d'août, pour retomber de presque 4 cents US après la fête du Travail.

Cette différence vient du fait que le cours de change du dollar canadien reflète surtout les relations commerciales intenses entre les États-Unis et le Canada. L'intégration des deux économies et la proximité des deux systèmes financiers tendent à modérer les mouvements brusques de capitaux. La zone euro est dans une toute autre situation, étant donné que seulement 20 % de son commerce se fait avec les États-Unis. Les gestionnaires de portefeuille et les investisseurs peuvent aussi vouloir saisir rapidement les occasions très différentes qui se présentent d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique.

La faiblesse du dollar canadien, dans une période de l'année où plusieurs facteurs, comme le tourisme, lui sont généralement favorables, tient surtout à la détérioration du commerce avec les États-Unis. Au premier semestre, la demande américaine de produits canadiens, notamment l'énergie, ne semblait pas trop affectée par le ralentissement conjoncturel. Les derniers chiffres sur le commerce extérieur démontrent une baisse de nos



Photo AP ©

La hausse des taux d'intérêt, tant ceux à court terme qu'à long terme, était spontanée et n'était pas le résultat de la politique de la Réserve fédérale américaine (Fed). Elle a donc eu un effet immédiat sur le cours du dollar américain par rapport à l'euro et au yen.

exportations, en partie à cause de la baisse des prix énergétiques. Le découragement semblait gagner les consommateurs américains, qui ne parviendraient pas à écartier indéfiniment une vraie récession. Il était normal que le cours du dollar reflète cette détérioration, d'autant plus que le ralentissement semble se propager ailleurs dans le monde où le Canada exporte aussi ses ma-

tières premières et ses produits manufacturés.

La hausse de l'euro pendant cette même période était aussi causée par les perspectives économiques aux États-Unis. De plus en plus de gens pensaient que des perspectives de croissance nettement diminuées aux États-Unis mettraient fin à l'afflux de capitaux qui permettent le financement du déficit du

compte courant. Le dollar subirait alors une forte correction à la baisse. Mais, au début de la semaine, un sondage de l'Association nationale des gestionnaires de services d'achats révélait la possibilité d'une relance économique. L'indice, calculé mensuellement, a fait un bond de 43,6 à 47,9 en août, après avoir atteint un record de 41,2 en janvier.

Les PME souhaitent que les municipalités baissent leur impôt foncier

LAURIER CLOUTIER

LA FÉDÉRATION canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) profitera d'une nouvelle enquête auprès des PME pour donner des recettes aux villes fusionnées qui veulent créer des emplois.

Dévoilé hier, un sondage réalisé en mars et avril derniers auprès de 8088 membres de la FCEI au Canada, dont 1470 au Québec, indique que les PME désirent surtout que les municipalités baissent leur impôt foncier, gardent leurs infrastructures en bon état et attirent de grandes entreprises qui leur donneront des contrats en sous-traitance.

Le nouveau vice-président de la FCEI au Québec, Richard Fahey, entreprendra une tournée régionale ce mois-ci et fera notamment valoir aux villes fusionnées qu'elles ont un rôle à jouer dans la prospérité des PME, responsables de la création de 80 % des emplois. « L'enquête fera partie des munitions pour la tournée régionale », a-t-il déclaré hier.

D'ici Noël, Richard Fahey visitera deux régions par mois, soit l'Abitibi, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec et l'Estrie.

Les PME se déclarent généralement satisfaites des services offerts par les municipalités du Québec, mais ces dernières se font toutefois largement devancer par Mississauga. Cette ville de la banlieue de Toronto obtient un résultat de 92 %, comparativement à 72,9 % pour Québec, en sixième position, et à 60,6 % pour Montréal, en neuvième place.

Ottawa et Toronto se classent derrière la région de Montréal, en dixième et quatorzième position respectivement. Quant à Hamilton, Vancouver, Victoria et Winnipeg, elles se retrouvent en queue de peloton.

Richard Fahey souligne le déséquilibre fiscal entre les propriétaires résidentiels et les compagnies. Il vient peut-être ainsi de lancer un grand débat de société. Le fardeau fiscal des résidences est 2,3 fois moins élevé que celui des entreprises, dit-il. À Montréal, pour 100 \$ d'évaluation foncière, le taux résidentiel se limite à 2,2 %, comparativement à 5,1 % pour les compagnies. Montréal récolte 45 % de ses recettes fiscales dans le secteur résidentiel, où les propriétaires sont pourtant beaucoup plus nombreux.

Les compagnies paient deux fois plus d'impôt foncier que les propriétaires résidentiels, sans recevoir deux fois plus de services, dit Richard Fahey. Dans les villes fusionnées, la hausse annuelle de l'impôt foncier ne dépassera pas 5 % durant les 10 prochaines années, mais le gouvernement ne dit rien sur les taxes d'affaires, souligne le vice-président. La FCEI n'a pas évalué la hausse de taxes nécessaire dans le résidentiel pour commencer à rééquilibrer le fardeau fiscal avec les PME.

Le Québec devrait également s'atteler à enlever les barrières à la sous-traitance, selon Richard Fahey. Les contrats des grandes entreprises contribuent aux activités des PME, mais le Code du travail limite la sous-traitance au Québec, conclut le vice-président de la FCEI.

Sleeman poursuit la Nova Scotia Liquor Commission

d'après PC

Halifax — La plus importante brasserie artisanale au Canada vient d'intenter une poursuite de 2 millions contre la Nova Scotia Liquor Commission.

En juillet dernier, Sleeman Maritimes Ltd., une filiale de Sleeman Breweries, de Guelph, en Ontario, avait poursuivi l'organisme néo-écossais dans le cadre d'un différend sur l'expédition de bière entre l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.

Sleeman soutient qu'un respon-

sable de la Liquor Commission avait approuvé oralement une entente intervenue l'an dernier permettant à Sleeman d'expédier ses produits ontariens en Nouvelle-Écosse et d'« exporter » ses produits néo-écossais ailleurs au Canada sans payer de droits.

Pour sa part, la Commission a déclaré devant la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse qu'elle n'avait jamais conclu un accord avec Sleeman concernant les transferts de ses produits entre ses usines.

Approche pédagogique M.B.A.

Programme accéléré d'administration de l'entreprise

Du 21 septembre au 8 décembre 2001
Vendredis 18 h à 22 h et
samedis 9 h à 16 h 30

Ce programme de 100 heures permet aux gestionnaires de percevoir l'entreprise dans son intégralité. Il offre l'enrichissement de compétences à la fine pointe de la nouvelle gestion stratégique des entreprises. Sous la conduite d'animateurs chevronnés, la pédagogie active incite les participants à réfléchir en groupe sur leurs préoccupations de gestion.



Aucune formation postsecondaire n'est exigée.

Le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales

<http://www.hec.ca/cphhec/cae.htm>

SESSION INTRA-ORGANISATIONNELLE

Ce programme peut être adapté et offert dans votre entreprise. (514) 340-6001

Centre de perfectionnement



1^{re} partie : Les fondements de la gestion et de l'économie

Management – Guy Archambault, professeur honoraire et coordonnateur du programme

Économie – Maurice N. Marchon, professeur titulaire

2^e partie : Les principales fonctions de l'entreprise

Performance financière – Johanne Turbide, professeure agrégée

Ressources humaines – Alain Gosselin, professeur titulaire

Marketing – Robert Desormeaux, professeur agrégé

Opérations et production – Marie-Hélène Jobin, professeure agrégée

Technologies de l'information – Michel Chokron, professeur agrégé

3^e partie : Le rôle du dirigeant et les habiletés de direction

Habiletés de direction – Normand G. Laurence, chargé de cours

4^e partie : Stratégie et transformation de l'entreprise

Stratégie : sa mise en œuvre – Martine Vézina, professeure adjointe

Transformer l'entreprise – Benoit Tremblay, professeur agrégé



L'art de rester belle.

Inspection en 33 points pour 33 \$

Votre BMW est une pièce unique. Elle mérite un traitement particulier de la part de nos experts.

Jusqu'au 30 septembre, offrez à votre œuvre d'art une révision exceptionnelle à un prix étonnant. Profitez d'une inspection complète en 33 points pour seulement 33 \$ (valeur de 75 \$), et ce, en moins d'une heure!

Rendez-vous chez votre concessionnaire BMW, votre expert en chefs-d'œuvre.

* Achetée entre 1988 et 1998

Montréal
BMW Canbec
4390, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
Nouvelle adresse
2450, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-1212 / (514) 990-2269
www.bmwval.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com



Le plaisir de conduire™

À VOS MARQUES, PRÊTS, LISEZ!

Tous les jours dans

La Presse

SPORTS

| NOUVEAUTÉS TECHNOS |

Matrox G550 : un message ambigu



ANDRÉ MONDOUX

collaboration spéciale

mondoux@videotron.ca

Il y a quelques semaines, le réputé fabricant montréalais de cartes graphiques Matrox lançait officiellement sa nouvelle carte Millenium G550. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la G550 n'est pas tellement l'extension « naturelle » (performances accrues) des cartes de la génération précédente.

Rien de nouveau sous le soleil ?

De prime abord, la puce G550 révèle qu'elle est conçue sur la même base technologique que la puce G450 : processeur graphique RAMDAC cadencé à 360 MHz, 32 Mo de mémoire, doté d'une architecture mémoire de type DDR (*Double Data Rate*), module de lecture DVD et sortie de l'affichage sur téléviseur. Comme les cartes de générations précédentes, la G550 comprend également la technologie DualHead qui permet de relier deux périphériques d'affichage à la carte (dont une prise DVI pour moniteur à

affichage par cristal liquide). En ce sens, la carte Millenium G550 offre des performances qui sont dignes de la tradition d'excellence de Matrox.

Qu'y a-t-il donc de nouveau avec la Millenium G550 ? Matrox a doté sa puce G550 de nouvelles capacités graphiques trois dimensions (3D) destinées, rien de moins, à préparer le terrain à un nouveau champ d'applications : les « communications 3D » et les « communications visuelles en ligne ».

À la tête d'un nouveau marché ?

Ce n'est plus un secret pour personne que les communications numériques ont pris un essor remarquable, qu'il s'agisse des messageries instantanées, de la téléphonie IP (les téléphones « Internet »), des discussions de groupe (les « chat ») ou de la vidéoconférence. Matrox estime que les communications numériques en ligne sont en train de créer un nouveau marché appelé à connaître une croissance explosive. Comment entend-t-elle profiter de l'occasion ? Par sa nouvelle technologie HeadCasting.

La technologie HeadCasting a été conçue pour « l'accélération des animations faciales de haute résolution transmises par liaison Internet à petite bande passante ». Concrètement, HeadCasting, lorsqu'utilisée en conjonction avec les logiciels appropriés (inclus avec la carte), permet d'établir des communications audio accompagnées d'un visage

animé en 3D dont les lèvres bougent en même temps que les paroles (son) transmises. Hé oui !

Une image à mille maux

Matrox présente cette approche comme pertinente pour les gens d'affaires et le grand public afin d'enrichir les communications personnelles, les contacts et les présentations d'affaires. Cependant, utiliser une image pour nous représenter en ligne n'est pas nouveau : les premiers groupes de discussions avaient recours à des « avatars », des images 2D que les participants choisissaient pour les personnifier en ligne. On peut donc s'interroger sur la pertinence de cette « innovation » ; que Matrox hisse le concept du 2D au 3D ; un avatar reste un avatar.

Et puis, l'utilisation d'une image/visage (aussi 3D soit-elle) contribue-t-elle à réellement enrichir la communication ? Une amorce de réponse nous est donnée par le marché qui, bien que les communications numériques aient connu un essor remarquable, a laissé néanmoins les avatars derrière. Le marché cible des communications 3D, tel que présenté par Matrox, soulève également des interrogations. Peut-on croire que le monde des affaires va embrasser la pratique de avatars ? Et pourquoi miser sur les usagers de « liaison Internet à petite bande passante », c'est-à-dire les utilisateurs de modems 56 K qui, de toute évidence, font partie d'un marché décroissant ?

Il faut également souligner que l'implantation des divers services de communication 3D laisse à désirer. Il faut souligner que les logiciels de communication inclus avec la carte viennent de tierces parties. À ce titre, il aurait été souhaitable d'avoir une interface commune à partir de laquelle se ferait le lancement de la demi-douzaine d'applications reliées à la Millenium G550, plutôt que de laisser l'utilisateur errer sans instructions précises dans ce qui pourrait être, pour certains, un petit dédale confondant.

Enfin, je n'ai pu pleinement utiliser le service de communication 3D HeadFone (ce dernier fonctionne un peu comme les messageries instantanées : les usagers se connectent à un serveur commun à partir duquel s'effectuent les échanges audio-visuels). Même si le logiciel demande s'il doit se configurer en fonction d'un pare-feu, il semblerait qu'il n'a pas été capable de se frayer un chemin au-delà du mien... (Un collègue utilisant une autre marque de pare-feu a lui aussi connu les mêmes déboires).

En conclusion, la Millenium G550 me laisse perplexe. D'un côté, il s'agit d'une carte graphique qui offre des performances de qualité pour les applications traditionnelles (et ce, pour seulement 190 \$), mais, de l'autre, cette carte met étrangement l'accent sur une « innovation » (la communication 3D) qui semble vouée à être un cul-de-sac.

Une caravane de technos québécoises à Dubaï

ARIANE KROL

Une dizaine d'entreprises québécoises de haute technologie participeront au Gulf Information Technologies Exhibition (GITEX), à Dubaï, en octobre prochain.

Les images de chameaux, c'était pour le baptême du fils de Céline Dion. Dubaï, un des sept Émirats arabes unis, est plutôt résolument tournée vers la haute technologie. Depuis 20 ans, elle accueille le GITEX, la troisième foire commerciale en importance dans le secteur des technologies de l'information après les Comdex, qui font le tour du monde, et le CeBIT de Hanovre, en Allemagne.

Une dizaine d'entreprises québécoises ont confirmé leur participation jusqu'ici, dont Fun Key Studios, qui vient de racheter le centre de divertissement virtuel Metaforia, Équipement Electroline, un fournisseur de systèmes pour gérer les réseaux de câblodistribution, et Hyperchip, qui développe des routeurs.

Il y aura aussi le fournisseur de solutions linguistiques Alis Technologies, de Montréal, qui a participé à toutes les éditions du GITEX de Dubaï et qui a choisi cette ville pour ouvrir son premier bureau au Moyen-Orient, il y a 11 ans. « Nous étions l'une des premières entreprises de technologies de l'information à nous établir dans cette ville », se souvient Ghassan Gebrayel, directeur général pour le Moyen-Orient et l'Afrique chez Alis.

Depuis, Dubaï a créé deux quartiers réservés à la haute technologie, Dubai Media City et Dubai Internet City. Une implantation très rapide. « En 1999, les Émirats arabes unis ont annoncé la création de Media City. Il n'y avait rien, c'était du sable. Un an après, c'était ouvert, ça fonctionnait », témoigne Hervé Fischer, une figure bien connue du multimédia à Montréal.

Media City et Internet City sont deux sociétés soeurs dont la vocation rappelle le Cité du multimédia à Montréal. Mais Dubaï offre des incitatifs autrement plus puissants. Ses deux cités sont des zones franches où ni les entreprises ni les particuliers ne paient d'impôts. L'État gère même une sorte de guichet unique où il promet de fournir visas et per-

mis de conduire en quelques jours et d'incorporer une entreprise deux heures !

Aujourd'hui, Alis Technologies emploie huit personnes à Dubaï et possède deux autres bureaux au Moyen-Orient, en Égypte et en Arabie Saoudite. « Notre bureau de Dubaï tire seulement 5 à 10 % de ses revenus de la région. La majorité vient de l'Arabie Saoudite, du Koweït, des Indes, du Qatar », dit Ghassan Gebrayel. Dans cette région du monde, Alis vend surtout ce qu'elle appelle des solutions d'impression professionnelles, en versions arabe-anglais et arabe-français, utilisées sur les imprimantes à gros volume des banques et des ministères.

Le GITEX de Dubaï, qui accueille 80 000 visiteurs, se tiendra du 14 au 18 octobre.

Nouveau contrat pour Nortel, nouveau creux pour son titre

Reuters

TORONTO — Le titre de Nortel a sombré à un creux de cinq ans et demi hier, les investisseurs ne faisant aucun cas de la signature d'un contrat avec le deuxième opérateur sans fil américain, Cingular Wireless.

En vertu du contrat annoncé hier, Nortel, premier fabricant mondial d'équipements de télécommunications, vendra à Cingular le matériel nécessaire pour la création d'un réseau ATM (mode de transfert d'informations asynchrone) reliant 87 marchés américains. Ce réseau amélioré réduira les coûts de Cingular et permettra la transmission de la voix et de données, a indiqué Nortel dans un communiqué.

La valeur de l'entente n'a pas été dévoilée. Le contrat avec Cingular, une coentreprise de BellSouth et SBC Communications comptant 21 millions d'abonnés, n'a pas ravivé le titre de Nortel, qui a glissé de 42 cents US, à 5,58 \$ US, sur la parquet new-yorkais.

À Toronto, le titre a reculé de 39 cents canadiens, à 8,91 \$, après avoir touché 8,71 \$, un creux datant de février 1996.

L'action de Nortel a ainsi poursuivi un mouvement de recul amorcé la veille, après la publication par le courtier UBS Warburg d'un rapport révisant à la baisse les perspectives de profits envisagées en 2001 pour Nortel, Lucent, Juniper, Tellabs et Tekelec. Le pessimisme accru d'UBS s'appuie sur les faibles dépenses en matière d'équipements de télécommunications envisagées d'ici la fin de l'année par les opérateurs.

L'aveu de l'équipementier français Alcatel, admettant hier qu'il peinerait à inscrire un bénéfice d'exploitation en 2001, a également plombé ce secteur d'activité. Le titre d'Alcatel a plongé à un creux de trois ans sur le parquet parisien.

Cingular procède actuellement à l'amélioration de son réseau sans fil afin d'offrir des connexions Internet à haute vitesse jusqu'à 10 fois plus rapides que ses connexions actuelles.

Le nouveau service, qui utilise la technologie GPRS (service général de radiocommunication en mode paquet), permettra aux utilisateurs de passer d'une session Internet à un appel téléphonique sans avoir à rompre la connexion Internet.

Sept brevets en instance pour Neptune Technologies

NEPTUNE Technologies & Bioressources a actuellement sept brevets en instance aux États-Unis concernant les propriétés bénéfiques de son produit Neptune Huile de Krill. Ces brevets visent à couvrir quelque 35 propriétés différentes de ce produit, pour diverses applications dans les domaines cardiovasculaire, pulmonaire, gastrointestinal, dermatologique et inflammatoire, ainsi que pour des tumeurs malignes, des maladies neurodégénératives et psychiatriques, des troubles du comportement et de l'apprentissage et le développement prénatal. Neptune conduit actuellement cinq mandats spécifi-

ques de recherche appliquée dans les domaines suivants : les maladies cardiovasculaires, les maladies néoplasiques, l'arthrite rhumatoïde, les rides faciales et le transport transdermique. En outre, Neptune est rendue à l'étape finale pour l'obtention d'un brevet sur son procédé industriel d'extraction Neptune Ocean Extract (MC) appliqué au Krill, un procédé à froid qui préserve l'activité biologique et la stabilité des qualités nutritionnelles intrinsèques des extraits obtenus. Neptune est inscrite à la cote du Canadian Venture Exchange (CDNX) depuis le 11 juillet dernier.

320i



Dernière chance pour les modèles 2001 !

Jusqu'au 30 septembre, profitez des prix 2001 sur nos véhicules neufs en inventaire. Faites vite et obtenez un bon prix.

À partir de : **33 900\$**

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
Nouvelle adresse
2450, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-1212 / (514) 990-2269
www.bmwval.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

Les offres sur tous nos modèles sont disponibles sur bmwmontreal.ca

Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km, selon les intervalles recommandés par BMW. Photo à titre indicatif seulement. Certaines options démontrées ne sont pas offertes sur le modèle de base.

Le plaisir de conduire.™

WESTMOUNT SQUARE

PRÉSENTE

EXPOSITION ET VENTE D'ANTIQUITÉS DE WESTMOUNT

À la galerie commerciale du Westmount Square

JEUDI 6 SEPTEMBRE 10h à 19h

VENDREDI 7 SEPTEMBRE 10h à 19h

SAMEDI 8 SEPTEMBRE 10h à 17h

Information : (514) 486-7195 • ENTRÉE GRATUITE

WESTMOUNT SQUARE

VIVRE LA DIFFÉRENCE

Les candidats au rachat de Yahoo! nombreux... mais pas pressés

Reuters

NEW YORK — Une fois scellé le destin d'AT&T Broadband — ce sera fait dans les prochaines semaines —, les professionnels du secteur devraient se concentrer sur la façon de développer le marché du divertissement sur Internet et donc sur l'avenir de Yahoo !, l'un des sites les plus visités.

Le débat sur la nécessité de posséder à la fois une plate-forme de distribution (réseau câblé ou service Internet) et des contenus (musique, films, magazines) pour réussir dans ce secteur est toujours d'actualité. Une fois le territoire de chacun clairement défini par la vente d'AT&T Broadband, les éditeurs de contenus se dépêcheront probablement de s'associer.

Une foule de sociétés plus ou mois spécialisées dans les médias — Microsoft, Sony, Viacom, Walt Disney, Vivendi Universal et Bertelsmann AG — ont été citées comme de possibles candidats au rachat de Yahoo !.

Le portail Internet est l'objet de rumeurs de fusion depuis l'achat en janvier dernier de Time Warner par America Online pour former le géant AOL Time Warner.

Selon les observateurs, plusieurs facteurs, dont le sentiment que Yahoo ! est surévalué et englué dans le marasme publicitaire, ont jusqu'ici empêché la conclusion d'offres.

« Je pense que n'importe quel acquéreur préférerait attendre que Terry Semel (récemment nommé directeur général de Yahoo !) remette de l'ordre dans son entreprise », déclare Safa Rashtchy, analyste chez l'américain Bancorp Piper Jaffray.

« Et voir si les services de haut de gamme (que le portail veut lancer) ont un avenir, et méritent le prix fort. »

Une foule de prétendants

Microsoft, qui dispose d'une trésorerie d'environ 31 milliards US, a été cité comme un possible acquéreur, spécialement parce qu'il se bat contre AOL Time Warner.

« Microsoft a acquis toutes sortes de contenus. Il tente, en fin de compte, de jouer dans la cour de sociétés comme AOL Time Warner et Vivendi », estime Mike Katz, vice-président du cabinet de consultants Booz Allen.

Pour certains analystes, la fusion AOL Time Warner a prouvé l'intérêt du Web dans la promotion des artistes et des films. Elle avait un sens parce que nombre des contenus de Time Warner — films, musique, livres et magazines — visaient un public identique aux 30 millions d'abonnés Internet d'AOL.

De la même manière, une société qui cible le même type d'annonceurs que Yahoo ! — comme le secteur grand public de Microsoft — serait un partenaire logique pour Yahoo !, assure Ken Marlin, directeur à la banque d'affaires Veronis Suhler.



Photo Bloomberg ©
De l'avis de plusieurs analystes, Terry Semel devra mettre de l'ordre dans son entreprise avant que d'éventuels acheteurs s'intéressent à Yahoo !.

« Les mieux placés pour acheter Yahoo ! sont ceux qui sont absolument désespérés ou ceux qui ont besoin d'une position de prédominance sur Internet, affirme M. Katz. Les candidats logiques seraient les autres géants des médias, comme Disney et Vivendi, qui s'inquiètent de la bonne idée d'AOL Time Warner. »

Sony, qui a fait des progrès dans ses activités de contenu, pourrait utiliser Yahoo ! comme un moyen de pénétrer le marché américain.

« La musique s'accorde également à merveille avec Internet. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude comment cela évoluera au final, il s'agit clairement d'un média pour lequel la distribution par Internet et la proximité avec le consommateur ont un réel intérêt », explique Ken Marlin.

Pas de réel appétit

Autre candidat pressenti, Viacom a approché Yahoo ! l'année dernière, mais a conclu qu'un accord lui coûterait trop cher, selon une source proche de cette société.

Certains analystes affichent leur scepticisme quant à l'attrait de Yahoo ! pour d'autres grands groupes comme Vivendi et Bertelsmann.

« Je ne perçois pas, à l'heure actuelle,

de réel appétit de la part d'aucune de ces deux sociétés. Yahoo ! est une cible potentielle et abordable depuis longtemps, a déclaré une source proche des deux groupes. Bien sûr, une action d'un de leurs concurrents éveillerait leur attention, mais je crois que la plupart des gens s'accordent à dire que ce n'est pas le bon moment ou le bon partenaire pour aucun d'entre eux. »

Quant à l'allemand Bertelsmann, la société reste limitée dans ses projets par des restrictions contractuelles avec AOL Time Warner. Ces restrictions l'empêchent d'acquiescer des activités concurrentes en Europe, après la revente l'année dernière à AOL de ses parts dans AOL Europe que Bertelsmann avait aidé à créer en 1995, fait remarquer un analyste européen.

Quant à Vivendi, ses dirigeants ont plusieurs fois souligné qu'ils ne voyaient pas l'intérêt d'acheter Yahoo ! alors qu'un accord de distribution est moins onéreux et plus simple, à l'image de celui conclu avec Yahoo ! concernant la plate-forme musicale Pressplay.

Enfin, deux autres raisons pour que le rachat de Yahoo ! demeure un fantasme du marché sont la valeur boursière de la société Internet, proche des 7 milliards US, et l'attrait qu'elle continue de susciter chez les annonceurs publicitaires, selon Ken Marlin.

Hemosol pâtit de son retard

d'après Bloomberg

TORONTO — L'action de Hemosol Inc. a chuté de 6,9 % hier, deuxième baisse en autant de jours, en raison des inquiétudes suscitées par le retard qu'accuse la compagnie dans la course à la fabrication de succédané de plasma sanguin.

L'action de Hemosol a perdu 35 cents canadiens (22 cents US) pour s'établir à 4,70 \$ à Toronto. L'action a dégringolé de 14 % depuis vendredi dernier, à la fermeture, et de 64 % cette année.

Vendredi dernier, la société Northfield Laboratories Inc. avait annoncé qu'elle avait demandé aux autorités américaines de pouvoir bénéficier de la procédure accélérée d'approbation de PolyHeme, son succédané de plasma sanguin. Le mois dernier, Biopure Corp., de Cambridge, au Massachusetts, avait indiqué qu'une étude montrait que son produit, Hemopure, s'était révélé aussi sûr que le sang fourni par des donateurs.

Les succès remportés par les sociétés rivales surviennent dans la foulée de la requête formulée par la U.S. Food and Drug Administration, invitant Hemosol à apporter des modifications à ses essais sur Hemolink. Cela signifie que la compagnie ne sera pas en mesure de terminer son étude d'ici le premier trimestre, comme il était prévu.

« À l'heure actuelle, (Hemosol) se classe au 3^e rang », estime l'analyste Christine Charette, de BMO Nesbitt Burns Inc.

Pour sa part, Shari Beagelman, porte-parole de Hemosol, a soutenu que le marché peut accueillir les trois produits.

Mitel confie des responsabilités à une nouvelle division

Presse Canadienne

OTTAWA — L'équipementier en électronique Mitel Networks a annoncé hier qu'il confie à une nouvelle division ses activités de fabrication, de distribution et de maintenance.

Il s'agit de la société fermée BreconRidge, également établie à Ottawa et dont le principal client sera Mitel. Quelque 350 employés de ce dernier iront travailler sous la nouvelle bannière.

BreconRidge, qui comprend d'autres entités comme Ridgeway Research et 4Test, aura en tout 700 employés et une cinquantaine de clients.

Elle aussi une société fermée, avec des effectifs de 3100 personnes, Mitel Networks doit achever ce mois-ci sa fusion avec March Networks, une autre propriété de l'homme d'affaires Terry Matthews.

« Ces modifications nous aideront à nous concentrer sur les occasions de croissance globale qu'offre la convergence de la voix, des images et des données », au moyen d'Internet, affirme le président Don Smith.

Par ailleurs, l'ancienne Mitel, cotée en bourse et rebaptisée depuis Zarlink, exploite une usine de semi-conducteurs à Bromont. Elle compte 320 employés, qui bénéficient du système de temps partagé du régime d'assurance-emploi.

L'usine vient d'obtenir des autorités fédérales une prolongation jusqu'en décembre de cet arrangement, a indiqué le directeur Bertrand Massé. Des mises à pied ne sont pas exclues.

TECHNOBRÈVES

La Chine mise sur la concurrence

L'ORGANISME de tutelle des télécommunications chinoises a fait savoir hier qu'un plus grand nombre d'opérateurs étrangers seraient autorisés à se lancer sur le marché national de la téléphonie mobile à l'occasion du passage aux normes de troisième génération (3G). Le ministère de l'Industrie de l'information souhaite introduire davantage de concurrence sur le marché de la téléphonie mobile chinois, marché le plus important au monde, a déclaré son directeur général adjoint Han Xia dans un discours rédigé en vue du sommet technologique de Pékin.

Celestica acquiert des usines de Lucent

LE FABRICANT d'équipement de télécommunications Lucent Technologies a annoncé mardi la conclusion d'une entente concernant la vente d'une usine et la location d'une autre à la société d'électronique canadienne Celestica pour environ 570 millions \$. L'accord annoncé à la fin juillet valait initialement entre 550 et 650 millions \$, mais le prix final pourrait varier à la suite d'ajustements suivant la clôture de l'entente, a précisé Lucent.

CAMELOTS,
ADOLESCENTS
ET ADULTES
demandés, à temps
partiel, pour la
livraison de **La Presse**
à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants :

- **Villeray**
- **Petite Patrie**
- **Plateau Mont-Royal**
- **Rosemont**

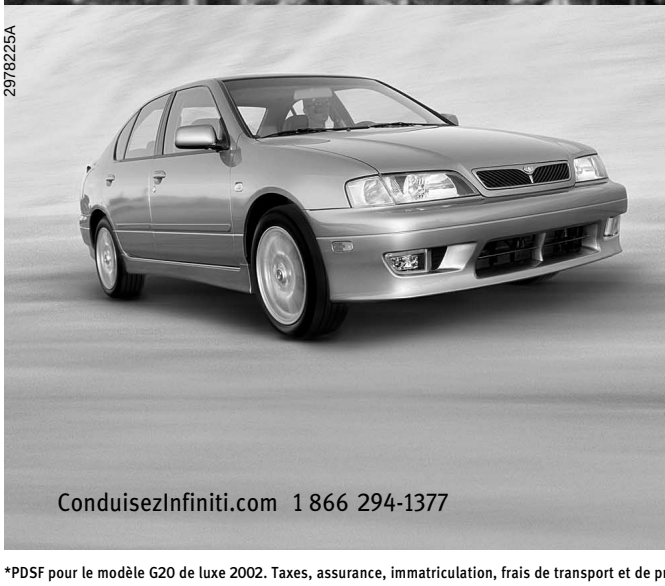
Responsabilités

- Livraison de *La Presse* devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

M. Pierre Lavoie
composez le **(450) 663-6306**
Gourriel : plavoie@lapresse.ca

298-4281



2978225A

ConduisezInfiniti.com 1 866 294-1377

COMPAREZ. VOUS VOUS ENNUIEREZ.

Faites un tour en G20. Vous ne risquez pas de vous ennuyer ! Son moteur fougueux DACT à 16 soupapes et sa suspension sport feront monter votre adrénaline. Mais il y a plus. La sonorisation Bose[™] 100 watts, l'intérieur en cuir, le toit ouvrant et les sièges chauffants à réglage électrique raffinent l'expérience. À compter de seulement 29 900 \$*.



Propulser vers le futur

INFINITI

*PDFS pour le modèle G20 de luxe 2002. Taxes, assurance, immatriculation, frais de transport et de préparation en sus. Les concessionnaires peuvent établir des prix individuels. Taux de location avantageux.

+

Roger Allard redonne vie à la Allard

DENIS ARCAND

Si Roger Allard s'était fait dire, il y a cinq ans, que sa destinée était d'être constructeur automobile, il aurait éclaté de rire.

Pourtant, Allard, dont le « vrai » job est de gérer son agence de marketing, peut souvent être aperçu dans les rues de Montréal au volant de sa Allard J2X, une voiture sport anglaise des années 1950-1960 qu'il est en train de ressusciter et qui vient d'entrer en production dans un atelier de LaSalle. Vêtu d'un blouson de cuir et d'un chapeau cache-oreilles d'aviateur typiques des courses de l'époque, il fait aussi la tournée des « meetings » d'amateurs de vieilles voitures un peu partout en Amérique du Nord, où sa J2X est un outil promotionnel redoutable pour ses voitures, dit-il.

« Je commence à croire que c'était écrit dans le ciel, dit-il. Même si j'ai toujours rêvé d'avoir ce genre d'auto, je n'avais jamais entendu parler des voitures Allard avant 1997. » Cette année-là, il s'est rendu en Angleterre pour acheter une Austin Healy Mark II. Dans une petite foire de vieilles voitures, dans un village du Sussex, il est tombé par hasard sur un petit bouquin des années 1950, qui portait sur cette marque d'auto. « Le livre traînait dans une boîte, par terre, il avait attiré mon regard parce que j'avais vu mon nom, Allard sur la couverture. »

C'est à ce moment que la vie de Roger Allard a basculé dans les années 1950.

« J'ai tout de suite été frappé par les lignes de cette voiture, dit M. Allard. C'est une voiture typique de l'âge d'or des roadsters. » Il a demandé un peu partout où il pourrait voir une Allard, on a fini par le diriger vers le National Motor Museum, à Beaulieu, dans le Hampshire.

« Il n'y en avait pas. Je m'apprêtais à partir, quand j'ai vu un vieux jardinier qui plantait des fleurs. J'ai eu l'idée de lui demander s'il connaissait la marque Allard. Il m'a dit que deux Allard venaient d'arriver au musée, mais n'étaient pas encore en montre. » Le conservateur du musée l'a emmené à l'entrepôt et Roger Allard a enfin vu la Allard.

Entre 1948 et 1956, un concessionnaire Ford anglais nommé Sydney Allard a fabriqué un peu plus de 2000 voitures sport, dont seulement 83 modèles J2X.



Photo MICHEL GRAVEL, La Presse

« La voiture que vous voyez ici est un prototype, c'est une belle réplique, dit Roger Allard. Mais les voitures qu'on prépare seront à la fine pointe de la technologie, sans rien enlever de cachet. Elles rouleront à 120 milles à l'heure et seront disponibles avec un moteur Cadillac, Ford ou Chrysler, tout comme à l'époque. »

« Même à ça, il n'en a fait que deux qui sont absolument identiques », note son lointain homonyme, qui sait maintenant tout sur les Allard.

« C'est une voiture légendaire, parce qu'elle était excellente en course, et aussi parce qu'il existe si peu d'originales. » La voiture a aussi été conduite par de grands noms : « Carroll Shelby a possédé

une J2X qu'il a pilotée en course, avant de dessiner son célèbre Shelby Roadster », a dit Roger Allard, qui fait remarquer que l'arrière du Roadster a des airs des famille avec celui de la J2X. « Zora Dunton, qui allait être le père de la Corvette en 1953, a été pilote dans l'écurie Allard. Il a piloté une J2X aux 24 heures du Mans. »

L'acteur Steve McQueen, qui a

mis au chômage bien des cascadeurs, a piloté sa J2X sur des pistes célèbres, Lime Rock, Watkins Glenn et Seabring.

Sydney Allard lui-même était bon pilote : « Allard a terminé troisième aux 24 heures du Mans en 1951 et premier au Rallye de Monte Carlo en 1950. »

Allard est mort en 1966, 20 ans

après avoir construit sa dernière voiture.

Par un autre hasard, Roger Allard a appris un jour qu'un Californien détenait les droits sur les modèles Allard. « Il avait fait des moules d'une Allard 53 et avait vendu des répliques en kit, raconte Roger Allard. Je me suis rendu le voir, il m'a dit qu'il prenait sa retraite et que les droits étaient à vendre. »

« Je suis allé chercher les moules à Phoenix, en Arizona, dans un atelier désaffecté. Une semaine après, la foudre est tombée sur l'édifice et un incendie l'a complètement rasé. Quand j'ai appris ça, j'ai regardé au ciel en ouvrant les bras et j'ai dit : O.K., O.K., mon Dieu, j'ai compris, c'est pour moi », raconte-t-il en riant.

« La voiture que vous voyez ici est un prototype (voir photo), c'est une belle réplique, dit M. Allard. Mais les voitures qu'on prépare seront à la fine pointe de la technologie, sans rien enlever de cachet. Elles rouleront à 120 milles à l'heure et seront disponibles avec un moteur Cadillac, Ford ou Chrysler, tout comme à l'époque. » Elles seront un peu plus chères que les 1046 livres sterling de 1950. Roger Allard croit en faire 50 par année à 60 000 \$ US ou 70 000 \$ US.

Les Allard J2X sont assemblées à petite échelle chez SLP Technologies, de LaSalle. « C'est un ingénieur de SLP qui a conçu le châssis tubulaire, infiniment plus rigide et léger que ce les voitures de l'époque. »

L'accident de son nom de famille lui permet d'appeler sa société Allard Motor Works. Les droits sur la marque lui donnent aussi un argument de vente très séduisants pour les collectionneurs : « En réalité, ce ne seront pas des répliques. Comme j'ai acquis les droits sur la marque, ainsi que les moules et l'équipement, les Allard que nous produisons seront reconnues par le Allard Register (de Horsham, dans le West Sussex) comme des voitures de continuation. La marque ne naît et la première auto qu'on produira aura le numéro de série 84, un de plus que la 83, construite en 1953. »

M. Allard a déjà vendu les deux premiers modèles pour 60 000 \$ US. « Je n'en revenais pas. Une publication américaine de collectionneurs a fait un article sur nous, et j'ai eu un paquet d'appels, dont un industriel de Philadelphie et un médecin de Palm Beach. Les deux sont des collectionneurs. Ils ne me connaissent ni d'Ève ni d'Adam, mais m'ont envoyé chacun 30 000 \$ par la poste. »

EN BREF

Plate-forme exclusive de Téléglobe

AFIN DE RÉPONDRE à la croissance florissante du marché mondial des communications sans fil, Téléglobe a lancé une plate-forme évoluée d'itinérance mondiale. Téléglobe a conçu cette plate-forme de concert avec Performance Technologies, fournisseur de produits de réseautique reposant sur les paquets, afin d'accroître la capacité d'itinérance mondiale entre les réseaux sans fil de l'Amérique du Nord et du reste du monde. Téléglobe et Performance Technologies ont mis au point cette plate-forme novatrice étendue par le truchement d'une alliance exclusive, qui propose aux opérateurs sans fil un produit d'itinérance de qualité supérieure. Le service de Téléglobe permet ainsi aux clients d'effectuer et de recevoir des appels où qu'ils se trouvent dans le monde.

Examen CMA : note parfaite au Québec

L'ORDRE DES COMPTABLES en management accrédités du Québec (CMA) a fait part hier des résultats exceptionnels des candidats québécois à l'Examen national d'admission CMA de juin 2001, épreuve qui constitue la première étape menant au titre de CMA. Ce sont d'abord des candidats du Québec qui ont décroché les trois premières places au Canada parmi les quelque 2000 personnes qui se sont présentées à la partie de l'Examen portant sur les habiletés supérieures. Il s'agit là d'une performance historique à laquelle s'ajoute un autre exploit : une note parfaite de 100 % pour le premier au classement, Eric Sara, de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Aux deuxième et troisième rangs canadiens, on retrouve Mélissa Désilets, de l'UQAM, et Martin Lemaire, de l'Université de Sherbrooke, lesquels ont obtenu respectivement les notes de 99 % et 98 %.

Nomination aux Services juridiques à la CVMQ

LA COMMISSION des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) a désigné Stéphane Garon au poste de directeur des services juridiques. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, celui-ci dirigera le groupe d'avocats agissant au sein de cette direction, dont le rôle est de représenter la CVMQ lors de procédures judiciaires et de conseiller les autres directions dans l'exercice de leurs mandats. Avocat d'expérience, M^e Garon a occupé le poste de vice-président de GPC International où il était responsable des relations gouvernementales pour le Québec. M^e Garon a également pratiqué comme avocat en litige commercial au sein de trois cabinets renommés et a travaillé à l'élaboration et à la mise en oeuvre de plans de restructuration pour des entreprises.

Pierre Bellemare

P.D.S.F. 21 500 \$*



L'Acura 1.7EL 2001

Incluant : nouveau moteur 1,7 litre VTEC • freins à disque aux 4 roues avec ABS • climatiseur • radio AM/FM avec lecteur CD • roues en alliage • système d'entrée sans clé • immobilisateur ECU • lave-glaces électriques • rétroviseurs électriques chauffés • volant ajustable • régulateur de vitesse • volant gainé de cuir • coussins gonflables latéraux (SRS) et tellement plus...

Soyez les premiers à profiter des dernières 2001.

ACURA vos concessionnaires fiables



*P.D.S.F. de 21500 \$ pour l'Acura 1.7EL (modèle ES3561E) 2001 neuve. Transport et préparation (900\$), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Le modèle offert peut différer de la photographie. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O., Montréal
(514) 340-1344

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau O., Brossard
(450) 659-1616

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-4050

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie, Blainville
(450) 435-4455

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E., Anjou
(514) 354-8811

208-6001

La réunion de Doha sera mieux préparée que celle de Seattle

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

Les ministres de l'Agriculture du Groupe de Cairns se sont rencontrés à Punta del Este pour demander aux pays industrialisés de donner à l'agriculture l'importance qu'elle mérite lors des futures négociations commerciales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils ont l'intention d'augmenter les pressions sur les Européens, les Américains, les Japonais et les Coréens pour qu'ils éliminent les subventions à la production agricole.

Ils amplifient ainsi un des messages que les ministres du Commerce international de 17 pays importants ont pu entendre à Mexico, en fin de semaine, à l'occasion des travaux préparatifs de la réunion ministérielle de Doha, en novembre. Le but de la rencontre était de préparer un accord pour éviter l'échec d'une conférence semblable en

1999 à Seattle. Les doléances au sujet du protectionnisme agricole avaient joué un rôle important dans cet échec.

Le Groupe de Cairns réunit 18 pays d'Amérique du Sud, d'Océanie et du Sud-Est asiatique, en plus du Canada et de l'Afrique du Sud. Ils ne représentent pas un bloc économique, mais partagent le souci de soumettre le commerce agricole aux mêmes règles que les produits manufacturés. Leur objectif principal est d'interdire les subventions à la production et à l'exportation de produits agricoles.

Leurs exportations représentent environ 30 % du commerce agricole mondial, une proportion qui pourrait augmenter sensiblement si les subventions et autres distorsions au commerce international étaient éliminées. C'est du reste leur principal argument car, comme beaucoup d'autres pays du tiers-monde, ils comptent sur l'agriculture pour assurer leur croissance économique. Le Canada est un peu à part dans le Groupe, car il est industrialisé et appartient au G7. Ses exportations de céréales et d'oléagineux ont ce-

pendant été très affectées par la concurrence subventionnée de l'Europe au cours des dernières décennies.

À Mexico, c'est surtout l'Inde qui s'est fait le porte-parole des pays du tiers-monde et qui a réclamé un accès plus facile aux marchés des pays industrialisés pour leurs textiles et produits agricoles. Elle a aussi soulevé la question de l'implémentation de l'accord de l'Uruguay Round de 1994, dont le rythme est trop rapide pour des pays qui doivent résoudre de graves problèmes structurels.

Les États-Unis et l'Union européenne semblent avoir reconnu la nécessité de faire des concessions au tiers-monde dans ces secteurs. Les États-Unis pourraient aussi faire des concessions à l'Europe au sujet de négociations sur les investissements et sur la politique antitrust. Ils insistent toutefois sur l'importance d'en discuter dans un cadre bien défini, pour ne pas effaroucher les pays du tiers-monde. Washington ne voudrait pas non plus qu'un accord trop ambitieux sur les lois antitrust soit rejeté par le Congrès, qui n'aime pas qu'une législation aussi vénéra-

ble que le *Sherman Act* soit modifiée par un accord international.

Ces concessions ont sans doute aussi été faites pour obtenir une attitude plus ouverte de l'Europe dans la question de l'agriculture. Le commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, ne s'est pas dit prêt à éliminer les subventions aux exportations agricoles, mais affirme que l'Europe pourrait faire un effort plus substantiel. Il est manifestement dans une situation extrêmement difficile, car la levée des subventions est un sujet tabou en France à l'approche des élections présidentielles.

Enfin, les États-Unis et l'Europe ont mis la pédale douce sur les questions de l'environnement et des normes du travail, se souvenant que c'est un discours malencontreux du président Bill Clinton qui avait déclenché la rébellion du tiers-monde à Seattle. Pour amadouer les syndicats américains, M. Clinton avait suggéré des sanctions commerciales contre les pays qui ne respectaient pas les normes du travail et la protection de l'environnement.

Dernière session de travail de la réunion du Groupe de Cairns

Agence France-Presse

PUNTA DEL ESTE — Les ministres du Commerce et de l'Agriculture du Groupe de Cairns ont entamé hier, à Punta del Este (140 km à l'est de Montevideo), la dernière session de leur XII^e réunion ministérielle chargée de coordonner la position des pays membres avant la prochaine conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au Qatar.

Selon le ministre uruguayen de l'Agriculture et de l'Élevage, Gonzalo Gonzalez, vice-président de la rencontre, le Groupe de Cairns va demander dans sa déclaration finale l'ouverture d'un nouveau round de négociations sur une réforme agricole à l'occasion de la réunion de l'OMC, du 9 au 13 novembre, à Doha.

« Ce que souhaite le Groupe de Cairns à Doha, c'est que soit rétabli un cycle de négociations pour l'agriculture avec un mandat de travail contre les subventions, contre les règlements protectionnistes internes des pays développés et en faveur de l'ouverture des marchés », a-t-il déclaré à la presse.

« Nous avons besoin d'un monde qui nous permette de produire et de vendre nos produits sans la concurrence déloyale des subventions et des régulations internes », a-t-il souligné, faisant al-

lusion aux subventions accordées dans certains pays développés à la production interne et aux exportations agricoles ainsi qu'aux barrières tarifaires les protégeant de la concurrence.

Selon le Groupe de Cairns, représentant un tiers des exportations agricoles mondiales, la libéralisation des échanges agricoles constitue une condition essentielle au lancement, à l'occasion de la réunion de Doha, d'un nouveau cycle de négociations commerciales, succédant à l'Uruguay Round, conclu en 1994.

Le Groupe de Cairns réclame, depuis sa création en 1986, que le secteur agricole soit soumis aux mêmes règles que celles qui s'appliquent aux autres biens.

Ce puissant groupe de pression est composé de neuf pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Paraguay et Uruguay), sept de la zone Asie-Pacifique (Australie, Fidji, Indonésie, Malaysia, Nouvelle-Zélande, Philippines et Thaïlande), ainsi que du Canada et de l'Afrique du Sud.

Seules les Fidji ne sont pas représentées à cette XXII^e réunion ministérielle qui s'est ouverte lundi dans la principale station balnéaire uruguayenne, où s'étaient déroulées il y a 15 ans les négociations de l'Uruguay Round.

Le Groupe de Cairns réclame, depuis sa création en 1986, que le secteur agricole soit soumis aux mêmes règles que celles qui s'appliquent aux autres biens.

NOUVEAU

Centre de perfectionnement

HEC

Leadership : profil personnalisé et plan d'action

18 et 19 octobre 2001 ou 6 et 7 décembre 2001 9 h à 17 h

Ce programme vous donne une évaluation objective et confidentielle de vos points forts et de vos priorités de développement en tant que dirigeant, doublée d'un plan d'action personnalisé qui accroîtra votre efficacité de dirigeant. Il repose sur une technique d'évaluation mise au point par le Management Research Group, un chef de file mondial dans le domaine des systèmes de développement basés sur l'évaluation.

Aucune formation postsecondaire n'est exigée.

Le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales

<http://www.hec.ca/cphec/lead.htm>

SESSION INTRA-ORGANISATIONNELLE

Ce programme peut être adapté et offert dans votre entreprise. (514) 340-6001



Animateur principal
Eugène Roditi
B.Eng., McGill

Président de MICA Ressources en gestion à Montréal, **M. Roditi** est conseiller en transformation organisationnelle, planification stratégique et coaching individuel.



Animatrice d'ateliers de travail
Gladys Daoud
M.B.A., McGill
Formatrice agréée

viser plus haut

L'approche Gowlings : c'est réunir les meilleures ressources juridiques afin d'offrir à nos clients des services de qualité dans tous les domaines – droit des affaires, droit des technologies et de la propriété intellectuelle et le litige. C'est de toujours viser plus haut et d'élever la pratique du droit.

GOWLINGS

Gowling Lafleur Henderson s.r.l.

Montréal
Ottawa
Toronto
Hamilton
Région de Waterloo
Calgary
Vancouver
Moscou

Fusionne avec le cabinet **SMITH LYONS**

www.hec.ca/programmes

L'EXPERTISE FISCALE

Pour devenir un spécialiste recherché par les cabinets d'experts comptables ou de juristes, par les grandes entreprises et par les ministères du Revenu et des Finances. Pour acquérir une connaissance pratique et approfondie de toutes les facettes de la fiscalité.

D.E.S.S. en fiscalité

- 30 crédits
- Temps partiel ou temps plein
- Programme de l'École des HEC

ADMISSION – DATES LIMITES

Trimestre d'hiver: 15 octobre 2001
(temps partiel seulement)

Trimestre d'automne: 30 avril 2002
dess.f@hec.ca

Maîtrise en droit, option fiscalité

- 45 crédits, incluant les 30 crédits du D.E.S.S. en fiscalité
- Temps plein ou temps partiel
- Programme conjoint École des HEC – Faculté de droit de l'Université de Montréal

ADMISSION – DATES LIMITES

Trimestre d'hiver: 15 octobre 2001

Trimestre d'été: 31 mars 2002

Trimestre d'automne: 30 avril 2002
m.droit.fiscal@hec.ca



École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
Tél.: (514) 340-6151

EQUIS
Agrément



Université de Montréal Faculté de droit





Les consignes de navigabilité de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et de la Civil Aviation Authority (CAA) exigent que les cinq supersoniques d'Air France et les sept de British Airways subissent plusieurs modifications avant que chacun obtienne le feu vert pour reprendre du service.

Feu vert de Londres et Paris à un plan de reprise des vols du Concorde

PARIS – Plus d'un an après la catastrophe du 25 juillet 2000 qui avait fait 113 morts, une étape décisive vient d'être franchie vers la reprise des vols du Concorde.

Les autorités françaises et britanniques de l'aviation civile ont en effet levé hier la suspension des certificats de navigabilité du supersonique sous réserve que les appareils subissent un certain nombre de modifications.

Dans la mesure où les directives diffusées en France par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et en Grande-Bretagne par la Civil Aviation Authority (CAA) constituent la dernière étape avant le feu vert définitif, Air France et British Airways peuvent désormais songer sérieusement à un retour de leurs Concorde sur les pistes d'envol.

La compagnie française envisage de reprendre son exploitation commerciale entre Paris et New York « dès le mois de novembre ». British Airways a elle aussi l'intention de reprendre prochainement ses liaisons en supersonique entre Londres et New York, mais aucune date n'a été fixée.

Pour l'heure, Air France et British Airways ont accueilli avec « satisfaction » la décision d'hier, dont s'est également « réjoui » le ministre français des Transports. Dans un communiqué, Jean-Claude Gayssot a salué « la réussite de la coopération entre tous les organismes aéronautiques français et britanniques », notamment « les industriels qui ont proposé et testé

les modifications afin que l'accident du 25 juillet 2000 ne puisse pas se reproduire ».

Les consignes de navigabilité de la DGAC et de la CAA exigent en effet que les cinq supersoniques d'Air France et les sept de British Airways subissent plusieurs modifications avant que chacun obtienne le feu vert pour reprendre du service.

Chez Air France, « le Fox Bravo sera le premier Concorde à retrouver son certificat de navigabilité », a précisé la compagnie en soulignant qu'elle allait « poursuivre l'entraînement de ses personnels », afin de reprendre ses vols commerciaux.

Un Concorde de British Airways, qui a subi l'ensemble des modifications, devait quant à lui recevoir son certificat de vol hier et les changements sont en cours sur deux autres avions.

Trois grandes modifications ont été demandées après l'accident. Primo, le renforcement du réservoir avec la pose intérieure d'un revêtement souple constitué de panneaux de caoutchouc synthétique dans lesquels ont été noyées des couches de tissu de renforcement Kevlar. L'objectif est d'éviter que des corps étrangers ne percent le réservoir.

La DGAAC et la CAA ont aussi exigé un renforcement des circuits électriques situés dans la baie du train d'atterrissage afin d'éviter des propagations éventuelles d'étincelles électriques si les câbles viennent à être touchés par la projection d'un objet quelconque.

Enfin, les deux compagnies doivent utiliser des pneus à technologie radiale — développés par Michelin — offrant une plus grande résistance à l'endommagement que les précédents. Seront par ailleurs supprimés sur les modèles britan-

niques (les seuls à en être équipés) des câbles de rétention du déflecteur d'eau. Compte tenu de l'implantation d'un nouveau pneu, selon un représentant de la DGAC, cette pièce n'est plus nécessaire.

Une fois ces changements effectués, des contrôles seront réalisés dans les deux pays par les organismes de contrôle (le Groupement pour la sécurité de l'aviation civile en France) sur les appareils, qui devront en outre procéder à des essais en vol. Et ce n'est qu'à ce moment-là que les supersoniques pourront tour à tour récupérer leur certificat de navigabilité.

Chez Air France, une série de vols de vérifications techniques (dont le premier a eu lieu le 24 août) « se sont déroulés de manière satisfaisante » et ont été suivis les 30 et 31 août par les premiers vols d'entraînement des équipages techniques du supersonique de la compagnie à l'aéroport de Châlons-Vatry (Marne). Une nouvelle série de vols d'essai a commencé mardi à une des pistes de Roissy-Charles-de-Gaulle.

British Airways a prévu de son côté une série de cinq vols tests dont quatre au-dessus de l'Atlantique et un jusqu'à New York avec des employés à bord.

Le 25 juillet 2000, un Concorde d'Air France s'était écrasé sur un hôtel de Gonesse (Val-d'Oise) peu après son décollage de Roissy, faisant 113 morts, les 109 occupants de l'appareil (dont 96 passagers allemands) et quatre membres du personnel de l'établissement hôtelier. La « plupart des aspects » du drame sont maintenant compris : tout s'est joué quand un des pneus de l'avion est passé sur une lamelle métallique, perdue quelques minutes plus tôt par un avion de la compagnie américaine Continental Airlines.

L'histoire du Concorde

Associated Press

PARIS — Chronologie de l'aventure du Concorde :

> 1962

- 25 octobre : Sud-Aviation et la British Aircraft Corporation présentent aux gouvernements français et britannique un document portant sur un programme d'avion supersonique. Le 29 novembre, Londres et Paris signent un protocole d'accord sur la construction en commun d'un avion de transport supersonique.

> 1963

- 13 janvier : le président français Charles de Gaulle suggère que l'avion supersonique franco-britannique soit baptisé « Concorde ».

- 24 octobre : la première maquette grandeur nature du « Concord » (sans « e ») est présentée à Bristol à la presse française et britannique.

> 1964

- 19 novembre : au lendemain des élections législatives britanniques, le nouveau gouvernement travailliste annonce que la Grande-Bretagne se retire du projet « Concorde », décision sur laquelle Londres reviendra deux mois plus tard.

> 1966

- avril : l'assemblage final du prototype du supersonique, Concorde 001, commence à Toulouse.

> 1967

- 11 décembre : le Concorde 001 est présenté au public à Toulouse, devant 1200 invités.

> 1969

- 2 mars : le Concorde 001, piloté par le Français André Turcat, décolle pour la première fois à 15 h 40 de l'aéroport de Toulouse-Blagnac.

- 9 avril : premier vol d'essai du Concorde 002 côté britannique.

> 1970

- 4 novembre : le Concorde 001 atteint Mach 2.

> 1971

- 24 mars : le Congrès américain abandonne le programme de construction d'un supersonique.

- 25 mai : le Concorde 001 fait son premier vol d'essai intercontinental, entre Paris et Dakar.

> 1973

- 31 janvier : les compagnies américaines Pan Am et TWA renoncent à leurs options sur le Concorde. Les clients potentiels — on comptait au total près de 80 options et engagements d'achat — se désistent par la suite, sauf Air France et British Airways.

> 1976

- 21 janvier : premiers vols commerciaux du Concorde : la British Airways lance une liaison Londres-Bahrein et Air France une liaison Paris-Rio de Janeiro. L'aventure du supersonique commercial commence.

- 24 mai : alors que seuls 16 appareils sont construits, les deux compagnies inaugurent un service vers Washington.

> 1977

- 17 octobre : la Cour suprême des États-Unis casse une interdiction de survol de la région de New York. Le service régulier transatlantique commence en novembre 1977.

> 1979

- 14 juin : un pneu d'un Concorde d'Air France éclate au décollage à l'aéroport de Washington-Dulles. L'appareil se pose sans dommage après un vol de 24 minutes, le temps de s'être délesté de son kérosène.

> 1998

- 8 octobre : un morceau de gouverne d'un Concorde de British Airways se décroche lors d'un vol Londres-New York. L'appareil se pose sans encombre.

> 2000

- 23 juillet : British Airways révèle que des fissures ont été découvertes sur les ailes de ses sept appareils. Air France en fait de même le lendemain, quatre de ses six Concorde étant concernés.

- 25 juillet : un Concorde d'Air France s'écrase peu après son décollage sur un hôtel de Gonesse, près de Paris, faisant 113 morts. Air France suspend les vols de ses supersoniques.

- 4 août : les autorités françaises annoncent la découverte d'une lamelle métallique de 43 cm sur la piste d'où avait décollé le Concorde. Le 10, on estime que c'est lui qui a fait éclater le pneu numéro 2 du train d'atterrissage principal gauche, dont les débris provoqueront le percement du réservoir numéro 5.

- 15 août : British Airways annonce la suspension immédiate des vols de ses Concorde.

- 16 août : les autorités françaises et britanniques annoncent la suspension du certificat de navigabilité des Concorde. Le supersonique est désormais cloué au sol.

- 4 septembre : la lamelle métallique de 43 cm est identifiée comme provenant du capot du moteur numéro 3 d'un DC-10 de Continental Airlines ayant décollé avant le Concorde.

> 2001

- 18 janvier : vol d'essai d'un Concorde d'Air France vers la base aérienne d'Istres (Bouche-du-Rhône) pour déterminer les causes de l'accident et d'éventuelles modifications à apporter. Il y en aura d'autres en mai, en juillet et septembre.

- 5 mai : premier vol d'essai d'un Concorde d'Air France avec des pneus améliorés.

- 15 juin : les deux compagnies laissent entendre que les vols commerciaux pourraient reprendre à l'automne.

- 17 juillet : un Concorde de British Airways fait un premier vol d'essai supersonique avec des pneus et des réservoirs renforcés.

- 5 septembre : les autorités britanniques et françaises délivrent des consignes de navigabilité à Air France et British, ce qui ouvre la voie à la fin de la suspension du certificat de navigabilité et la reprise des vols.

Brio de l'un ou faute de l'autre

ANDRÉ TRUDELLÉ
LE BRIDGE

atrudell@lapresse.ca

Aux derniers championnats nord-américains, à Toronto, en juillet dernier, Mike Cappelletti, en Sud, a joué la manche à Co avec la main qui suit. Il a reçu l'entame du Valet de Pi. Comment auriez-vous joué ?

Donneur: Nord				
Vulnérabilité: tous				
NORD				
♠	R 9 7 5 4 3 2			
♥	V			
♦	V 6 4			
♣	7 3			
OUEST				
♠	V			
♥	8 7 2			
♦	R D 7 3			
♣	A V 10 9 2			
EST				
♠	A D 10 8 6			
♥	5 4			
♦	10 8 5			
♣	8 5 4			
SUD				
♠	aucun			
♥	A R D 10 9 6 3			
♦	A 9 2			
♣	R D 6			
Les enchères:				
NORD	EST	SUD	OUEST	
3 Pi	pas	4 Co	pas	
3 Pi	pas	4 Co	pas	
Entame: Valet de Pi				

Infographie La Presse

Nord et Est fournissent un petit Pi et la main fermée coupe. La Dame de Tr tient et le déclarant revient du Roi que l'As gagne. Ouest attaque les atouts. Le Valet gagne. Petit Pi coupé du 9 de Co et Cappelletti défille trois atouts. Il ne reste alors que cinq cartes dans chaque main, dont R-D-7 de K et V-10 de Tr en Ouest. La défense n'a qu'une levée.

Cappelletti donne la main à son flanc gauche par le Tr. Ouest revient de son dernier Tr et le déclarant coupe. Petit K vers le Valet. Ouest prend de la Dame, mais il doit revenir K de Roi-7 vers V-6 au mort et As-9 chez Sud.

À noter que si Ouest garde Valet-2 de Tr, sur le retour du 6 de Tr de Sud, la main ira à Est dont le retour K évitera la remise en main. Le contrat chutera.

TAUX D'INTÉRÊT																				
	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME						HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES								
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
BANQUES																				
CIBC Mortgages	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	4.74	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.30	7.45
Caisses Desjardins	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	6.00	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
La Banque HSBC Canada	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	5.75	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
B. Nationale du Canada	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
Banque Comm. Italienne	5,000	r2.50	r2.50	r2.50	r2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	6.85	6.40	6.90	6.10	6.75	7.00	7.30	7.45
Banque Laurentienne	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
Banque Manuvie	25,000	3.60	3.60	3.60	3.50	5,000	3.70	4.10	4.60	4.80	5.05	—	—	—	—	—	—	—	—	—
NBG Bank	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.85	7.15	7.50	7.60
Banque Royale	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	500	2.80	3.15	3.55	3.85	4.15	5.75	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
Banque Scotia	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	500	2.80	3.15	3.55	3.85	4.15	5.75	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
TD Canada Trust	5,000	2.70	2.70	2.70	2.70	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	5.75	—	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.30	7.45
Banque de Montréal	5,000	2.70	2.70	2.70	2.70	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	3.50	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
CIBC	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.00	3.40	3.70	4.00	—	—	—	—	—	—	—	—	—
FIDUCIES																				
Caisse-Employees Bell Cda	50,000	3.67	3.67	3.67	3.67	50,000	3.73	4.13	4.63	4.83	5.08	6.00	6.45	6.00	6.50	5.70	6.00	6.15	6.30	6.45
Fiducie Desjardins	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
Groupe Investors	0	—	—	—	—	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
MCAP Mortgage Corp.	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.30	7.45	—
La Maritime	0	—	—	—	—	5,000	r3.17	r3.73	r4.22	r4.53	r4.83	—	—	—	—	—	—	—	—	—
London Life	0	—	—	—	—	1,000	3.15	3.75	4.20	4.60	4.75	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
Trust Général	5,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
Fiducie Standard Life	5,000	2.75	2.75	2.75	2.88	1,000	3.12	3.75	4.12	4.38	4.62	—	—	—	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45	—
Promutuel Capital	5,000	r2.90	r2.90	r2.90	r2.90	1,000	3.20	3.70	4.30	4.60	4.90	—	6.95	—	7.00	6.20	6.70	7.00	7.35	7.45
Trust National	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	6.95	6.50	7.00	6.20	6.85	7.15	7.50	7.60
Trust La Laurentienne	3,000	2.50	2.50	2.50	2.50	1,000	2.80	3.30	3.70	4.00	4.30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
GOUVERNEMENT																				
Placements Québec (1)	0	—	—	—	—	500	3.25	3.80	4.10	4.40	4.70	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Les taux sont fournis par les services financiers Cannex qui les ont transmis à La Presse hier à 17h. Les lecteurs peuvent en tout temps consulter les taux de Cannex sur internet à l'adresse suivante HTTP://WWW.CANNEX.COM

Les abréviations suivantes sont: « j. » = jour, « Min. » = placement minimum, « m. » = mois, « o. » = hypothèque ouverte, « f. » = hypothèque fermée, « r » = dépôts rachetables.

(1) Obligation à terme à taux fixe

Nous rencontrer, c'est rencontrer
plus de 15 institutions financières
en un seul rendez-vous.
www.multi-prets.com

“ Le leader en courtage hypothécaire au Canada “

MULTI-PRÊTS
HYPOTHÈQUES

(514) 287-1211

SERVICES GRATUITS* 1 800 798-PRÊT (7 jours / sem.)

Courtier immobilier agréé * Hypothèque résidentielle, propriétaire occupant

1 an - 5,55% | 3 ans - 6,00% | 5 ans - 6,39% | 10 ans - 6,90%

POSSIBILITÉ DE GARANTIE DE TAUX 180 JOURS - CONTACTEZ - NOUS

Financement multi-logement	
3 ans	5 ans
6,25 %	6,60 %
Taux garanti pour 90 jours	

Le yen chute davantage que prévu

d'après Bloomberg

NEW YORK – Le yen a encore chuté et a atteint son niveau le plus bas en deux semaines comparativement au dollar américain. Cette baisse survient au moment où l'on appréhende un recul de l'économie japonaise plus grand qu'anticipé au cours du trimestre d'avril à juin, étran-

glant encore davantage les investissements au pays.

Le produit intérieur brut (PIB) au Japon a diminué de 1,2 % au cours de cette période, rapportait *Kyodo News* en citant un représentant du parti au pouvoir. Voilà qui dépasse le recul de 1 % qui avait été prévu par les économistes lors d'une enquête menée par Bloomberg News.

« C'est pire que ce que nous avions prévu, et il s'ensuit une réaction qui s'avère négative pour le yen », souligne Grant Wilson, cambiste de Mellon Financial Corp., à Pittsburgh.

« Tout le monde affirme déjà que la croissance du PIB est inférieure à zéro, et c'est là l'explication de la baisse. »

Le yen a chuté de 1,2 % pour s'établir à une valeur de 120,73 yens au dollar US, comparative-ment à 119,33 tard mardi à New

York. Il a même reculé jusqu'à 120,91 au dollar, sa pire performance depuis le 21 août. Le yen a également glissé de 1 %, s'échangeant à 107,01 pour un euro et a chuté de plus de 1 % par rapport à neuf autres grandes devises. Pour sa part, le dollar américain a grimpé à 88,65 à l'euro, alors qu'il cotaît à 88,89 auparavant.

Un recul de 1,6 % de l'indice boursier Nikkei au Japon a aussi contribué à réduire la demande pour la devise japonaise, ont indiqué des cambistes. La baisse du Nikkei était la 6^e en sept jours.

Parmi les 36 économistes interrogés par Bloomberg News, quatre ont réduit hier leurs prévisions touchant le PIB du Japon pour la période d'avril à juin. Cette évaluation suit la publication d'un rapport gouvernemental indiquant que la baisse de la confiance dans les affaires au sein de grandes entreprises n'appartenant pas au secteur financier avait chuté à moins 17,5 % comparativement à moins 12,4 % au dernier trimestre, le taux de chute le plus accentué depuis février 1999.

Les statistiques relatives au PIB doivent être publiées demain.

Tandis que s'accumulent les indices d'un ralentissement encore plus sérieux de l'économie japonaise, les gens n'auraient pas de bonnes raisons de vouloir détenir des yens pour fins d'investissement. « Par conséquent, nous pensons que le yen va se déprécier de lui-même », soutient Carl Wein-

berg, économiste principal au High Frequency Economics, à Valhalla, New York, au cours d'une conférence téléphonique. « Nous nous attendons à ce que le processus s'accélère et qu'il s'amplifie au cours des prochaines semaines. »

Des stratèges en matière de devises du UBS Warburg LLC, prévoyant une baisse du yen, ont recommandé hier aux investisseurs de vendre la devise japonaise contre des dollars à un taux de 120.40 yens.

Commentaires de source japonaise

Le yen s'est également trouvé affaibli à la suite des propos tenus par le ministre japonais des Finances, Masajuro Shiokawa, qui a invité la banque centrale à injecter davantage d'argent dans l'économie pour aider à faire baisser la devise.

Pour sa part, Zembei Mizoguchi, directeur général du bureau international du ministère des Finances, a estimé que la « hausse excessive » du yen par rapport au dollar américain n'était pas « souhaitable », a rapporté l'agence Dow Jones. Il a ajouté que le gouvernement était prêt à vendre des yens au besoin.

« Notre approche est la suivante : nous allons prendre les mesures nécessaires au besoin, et cette approche demeure inchangée », a soutenu Mizoguchi, selon Dow Jones.

« Nous nous attendons à ce que

les Japonais prennent des initiatives, a dit Weinberg, du High Frequency. Nous prévoyons qu'ils vont intervenir. »

Les dirigeants nippons craignent qu'une devise forte ne rende les produits japonais plus chers à l'étranger, ce qui nuirait aux exportations et ralentirait d'autant l'économie. Au cours du dernier trimestre, le yen a gagné 3,6 % par rapport au billet vert.

Hier cependant, le yen a chuté à son plus bas par rapport au dollar dans la journée après que le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, eut réitéré l'appui du gouvernement envers un dollar fort.

Le dollar n'a toutefois guère évolué par rapport à l'euro, après la publication de statistiques gouvernementales montrant que la productivité des travailleurs américains au cours du deuxième trimestre avait soutenu le rythme des cinq dernières années, même si la croissance économique a affiché son taux le plus modeste depuis 1993.

Rapport américain

Ainsi, la productivité des travailleurs américains a augmenté de 2,1 % selon un taux annuel au cours du deuxième trimestre, soit un peu moins que les 2,5 % d'abord prévus pour cette période. Ce taux est cependant supérieur aux 2 % qu'avaient prédit 42 économistes ayant participé à l'enquête de Bloomberg News.

Les opérateurs ont indiqué qu'ils

attendaient la publication, demain, des statistiques relatives au chômage pour le mois d'août aux États-Unis avant d'évaluer plus à fond la situation et estimer si la croissance de la plus importante économie au monde montre des signes de vigueur.

« Le moment fort de la semaine sera la publication des données sur l'emploi aux États-Unis », avance Marc Chandler, chef de la division stratégie en matière de devises étrangères au sein de HSBC Bank USA. « Si les résultats sont meilleurs que prévu, les données sur l'emploi vont probablement provoquer une autre hausse du dollar. »

Mardi, le dollar avait engrangé son gain le plus important en une journée depuis six ans après que l'indice industriel de la U.S. National Association of Purchasing Management eut enregistré une hausse le portant à 47,9 en août dernier, comparativement à 43,6 en juillet, une performance dépassant les prévisions des analystes, qui l'établissaient à 44.

O'Neill a indiqué que le rapport donne à penser « que le redressement de l'économie est peut-être déjà entamé. »

Sur d'autres fronts hier, le dollar a reculé par rapport à la livre anglaise (1,4580 \$ à la livre, contre 1,4448 \$ précédemment). Peu de changements par rapport au franc suisse (1,7021 francs, comparativement à 1,7025), et par rapport au dollar canadien (1,5587 \$ comparativement à 1,5580 \$).

140 019 suppressions d'emplois en août aux États-Unis

WASHINGTON — Le nombre de suppressions d'emplois annoncées par les entreprises aux États-Unis a atteint 140 019 en août et 1 123 356 pour les huit premiers mois de l'année, selon les statistiques compilées par le cabinet-conseil Challenger, Gray et Christmas publiées hier.

Les annonces de suppressions de postes de travail le mois dernier sont inférieures de 32 % par rapport à celles enregistrées en juillet (205 975) mais sont supérieures de 145 % à celles notées en août 2000 (57 221), a indiqué Challenger dans un communiqué.

Les suppressions d'emplois annoncées de janvier à août dépassent de 83 % le montant enregistré pour l'ensemble de l'année 2000

(613 960), a précisé le cabinet-conseil.

À la fin de l'année, le secteur des télécommunications arrive en tête des suppressions d'emplois avec 213 437, suivi de l'informatique (110 743), de l'électronique (102 769) et de l'automobile (98 458).

« Il n'y a aucun signe (...) qu'une reprise soutenue du marché de l'emploi se dessine à l'horizon cette année ni même l'année prochaine », a affirmé John Challenger, président-directeur général de Challenger, Gray et Christmas.

« Les consommateurs (...) dépendent moins. Ceci peut être la plus forte indication que la reprise économique pourrait être plus lointaine que ce que les analystes de Wall Street attendent », a-t-il souligné.

Motorola présente ses nouvelles puces plus rapides

CHICAGO — L'équipementier américain des télécoms Motorola a présenté mardi un nouveau processeur plus rapide alliant le faible coût des puces en silicium à la technologie optique. Motorola a

déclaré que son département de recherches avait trouvé un moyen de combiner le silicium, à la base de la plupart des puces informatiques, avec l'arsénure de gallium, un composant de fabrication alternatif, pour créer une puce optique solide, rentable et plus rapide.

D'autres grandes manoeuvres possibles dans le secteur informatique

VALÉRIE LEROUX
Agence France-Presse

NEW YORK — Le rachat de Compaq par Hewlett-Packard, quoique mal accueilli par les investisseurs, pourrait être le prélude à d'autres grandes manoeuvres dans le secteur informatique, où le marché des micro-ordinateurs (PC), après des années de boom, arrive à maturité.

« Il y a déjà eu beaucoup de consolidations dans l'industrie du PC et il y a en avoir d'autres », relève Roger Kay, analyste PC du groupe-conseil américain IDC. « La fusion entre Hewlett-Packard et Compaq s'inscrit dans ce mouvement », ajoute-t-il.

En 1998, Compaq a avalé Digital Equipment pour 8,5 milliards de dollars américains, la plus grande fusion du secteur jusqu'à celle annoncée lundi avec Hewlett-Packard. Un autre grand du secteur, Packard Bell, s'est aussi retiré du marché américain à la fin de 1999.

Une fois Compaq racheté, seuls trois grands noms émergeront dans la fabrication d'ordinateurs : les américains IBM, Dell et Hewlett-Packard. « Lorsqu'une industrie arrive à maturité, comme cela s'est passé dans l'automobile, seuls quelques grands acteurs demeurent », souligne l'analyste d'IDC.

L'opération entre Hewlett-Packard et Compaq suscite certes nombre d'interrogations, qui se sont soldées par une chute spectaculaire des deux actions depuis l'annonce du rapprochement.

Hier même, Compaq perdait encore 9 %, à 10 \$ US, et Hewlett-Packard presque 10 %, à 17 \$ US, après avoir déjà abandonné respectivement 10,28 % et 18,14 % la veille.

« Les deux compagnies ont des profils très similaires. Je ne vois pas très bien quelles synergies elles vont générer. L'opération n'a vraiment du sens que sur les serveurs » où elles auront une plus grande force de frappe, souligne Roger Kay, à l'unisson de nombre

d'analystes. D'autres rapprochements plus opportuns sont toutefois évoqués comme des scénarios possibles, après l'annonce du mariage surprise entre Hewlett-Packard et Compaq.

Dell pourrait racheter l'activité PC d'IBM ou l'américain Gateway pourrait être repris par un rival japonais, Toshiba ou NEC, suggère Andrew Neff, analyste de la maison de titres Bear Stearns, dans le quotidien *USA Today*.

« IBM a beaucoup d'actifs que Dell aimerait avoir : une présence mondiale, de fortes capacités dans les services (...) De son côté, Dell a de l'argent, il pourrait conclure un accord », acquiesce Roger Kay.

Michael Dell, fondateur et président-directeur général de Dell, a indiqué jusqu'ici qu'il n'était pas intéressé par de grosses acquisitions, avec ce qu'elles représentent en coûts d'intégration. Une alliance plus localisée, sur certaines activités, est toutefois possible.

Dans l'immédiat, « l'industrie va d'abord essayer d'absorber le changement majeur » que constitue le rachat de Compaq par Hewlett-Packard, relève Andrew Neff. « Cela pourrait prendre au moins un an. D'ici là, des mouvements de plus petite échelle pourraient intervenir », ajoute-t-il.

De l'avis général, Dell va surtout profiter de ce que Hewlett-Packard et Compaq seront très occupés avec leur fusion, dans les deux prochaines années, pour continuer à gagner des parts de marchés.

Le constructeur, qui a lancé une guerre des prix sans merci contre ses concurrents, reste avantagé par un modèle de vente directe beaucoup moins coûteux qu'un réseau de distribution traditionnel, avec magasins et intermédiaires.

IBM va poursuivre de son côté sa diversification dans les services (conseil, sous-traitance...), où il a déjà une nette longueur d'avance sur ses concurrents, à commencer par le nouveau géant Hewlett-Packard.

LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA

Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.
Canada	9,50	1 Oct 01	100,37	3,64	
Canada	9,75	1 Déc 01	101,34	3,82	
Canada	5,50	1 Sept 02	101,62	3,80	+0,03
Canada	6,00	1 Déc 02	102,48	3,90	+0,05
Canada	5,50	1 Sept 03	101,74	3,74	+0,07
Canada	7,50	1 Déc 03	106,42	4,43	+0,08
Canada	6,50	1 Juin 04	104,71	4,64	+0,11
Canada	5,00	1 Sept 04	100,75	4,72	+0,12
Canada	9,00	1 Déc 04	112,36	4,81	+0,09
Canada	6,00	1 Sept 05	103,68	4,96	+0,12
Canada	8,75	1 Déc 05	114,07	5,00	+0,11

Canada	7,00	1 Déc 06	108,44	5,13	+0,12
Canada	7,25	1 Juin 07	110,09	5,18	+0,12
Canada	6,00	1 Juin 08	103,77	5,32	+0,12
Canada	5,50	1 Juin 09	100,52	5,41	+0,10
Canada	9,50	1 Juin 10	127,77	5,45	+0,10
Canada	9,00	1 Mars 11	125,38	5,52	+0,09
Canada	6,00	1 Juin 11	103,82	5,48	+0,10
Canada	10,25	15 Mars 14	141,25	5,61	+0,15
Canada	9,75	1 Juin 11	145,15	5,85	+0,10
Canada	8,00	1 Juin 23	125,87	5,87	+0,09
Canada	8,00	1 Juin 27	127,67	5,89	+0,10
Canada	5,75	1 Juin 29	99,10	5,81	+0,10
Canada	5,10	2 Juin 03	101,38	4,28	+0,07
Canada	4,25	1 Déc 01	108,18	3,67	
Canada	4,25	1 Déc 06	109,33	3,67	

PROVINCIAL

Alberta	7,75	5 Mai 03	105,55	4,23	+0,04
---------	------	----------	--------	------	-------

Alberta	7,50	1 Déc 05	108,83	5,14	+0,11
Alberta	5,50	24 Mars 08	99,01	5,68	+0,12
Alberta	8,00	23 Août 08	110,56	5,15	+0,10
Alberta	8,00	1 Juin 08	102,22	5,38	+0,12
Alberta	8,50	23 Août 13	120,83	6,02	+0,11
Alberta	5,70	18 Juin 29	91,49	6,35	+0,07
Alberta	7,00	1 Juin 04	105,60	4,77	+0,10
Alberta	8,50	15 Août 05	111,72	5,16	+0,12
Alberta	11,00	15 Août 20	147,34	6,58	+0,11
Alberta	6,75	24 Août 08	100,55	5,84	+0,12
Alberta	7,25	22 Déc 05	115,80	6,45	+0,08
Alberta	8,38	26 Août 02	104,18	3,88	
Alberta	7,50	21 Juin 08	100,12	5,69	+0,12
Alberta	6,00	27 Déc 17	97,95	6,20	+0,15
Alberta	6,15	15 Août 05	102,55	5,82	+0,10
Alberta	6,00	1 Juin 27	99,90	6,60	+0,07
Alberta	7,50	19 Juin 06	108,84	5,20	+0,11

Ontario	6,13	12 Sept 07	103,39	5,45	+0,13
Ontario	6,25	25 Août 28	98,67	6,35	+0,08
Ontario	6,50	23 Août 08	106,53	6,30	+0,08
Ontario	5,38	2 Juin 03	101,78	4,28	+0,06
Ontario	5,38	3 Nov 05	109,46	5,17	+0,11
Ontario	5,60	2 Juin 08	99,58	5,50	+0,12
Ontario	7,45	31 Mars 13	112,50	5,93	+0,16
Ontario	8,50	23 Août 25	125,83	6,37	+0,09
Ontario	8,25	22 Juin 28	120,20	6,37	+0,09
Ontario	6,00	15 Juin 05	101,81	5,82	+0,13
Ontario	8,25	27 Oct 05	121,02	6,32	+0,15
Ontario	10,25	15 Oct 01	100,65	3,29	
Ontario	5,25	1 Avril 02	100,78	3,80	+0,01
Ontario	6,50	1 Oct 07	104,76	5,36	+0,13
Ontario	6,00	15 Juin 05	101,81	5,82	+0,13
Ontario	7,50	19 Déc 05	108,65	5,21	+0,11
Ontario	5,50	2 Juin 08	99,20	5,64	+0,12

Sask.	8,75	30 Mai 25	128,13	6,42	-0,09
Sask.	7,75	1 Déc 05	109,10	5,31	+0,11
Sask.	5,75	23 Juin 03	102,07	4,48	+0,08
Sask.	5,55	22 Juin 03	98,41	5,53	+0,12
Sask.	7,00	24 Sept 27	94,24	7,30	-0,06
Sask.	6,00	20 Fév 03	102,33	4,31	+0,05
Sask.	7,35	22 Déc 06	127,57	7,12	+0,07
Sask.	6,30	23 Juin 08	105,95	6,68	+0,11
Sask.	6,10	15 Juin 05	101,81	5,82	+0,13
Sask.	6,00	13 Août 07	97,00	6,44	+0,10
Sask.	6,10	13 Mai 08	99,44	6,97	+0,06
Sask.	5,40	30 Déc 08	87,19	6,37	+0,05
Sask.	5,95	3 Déc 07	101,57	5,84	+0,13
Sask.	6,40	12 Juin 07	94,63	6,87	+0,07
Sask.	6,35	1 Déc 03	100,14	6,27	+0,08
Sask.	6,85	2 Déc 02	100,50	6,40	

CORPORATIONS

Alco Fin	5,75	23 Juin 03	102,07	4,48	+0,08
Alco Fin	5,55	22 Juin 03	98,41	5,53	+0,12
Alco Fin	7,00	24 Sept 27	94,24	7,30	-0,06
Alco Fin	6,00	20 Fév 03	102,33	4,31	+0,05
Alco Fin	7,35	22 Déc 06	127,57	7,12	+0,07
Alco Fin	6,30	23 Juin 08	105,95	6,68	+0,11
Alco Fin	6,10	15 Juin 05	101,81	5,82	+0,13
Alco Fin	6,00	13 Août 07	97,00	6,44	+0,10
Alco Fin	6,10	13 Mai 08	99,44	6,97	+0,06
Alco Fin	5,40	30 Déc 08	87,19	6,37	+0,05
Alco Fin	5,95	3 Déc 07	101,57	5,84	+0,13
Alco Fin	6,40	12 Juin 07	94,63	6,87	+0,07
Alco Fin	6,35	1 Déc 03	100,14	6,27	+0,08
Alco Fin	6,85	2 Déc 02	100,50	6,40	

LES DEVISES

(PC) Voici les taux des devises étrangères mercredi, tels que fournis par la Banque de Montréal. Les taux sont en devise canadienne et ils sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre. X-Taux mensuel.

Afrique du Sud rand \$ 0,1923

Allemagne mark \$ 0,7332

Arabie saoudite riyal \$ 0,4820

Australie dollar \$ 0,9349

Autriche schilling \$ 0,1041

Bahamas dollar \$ 1,5808

Bahrein dinar \$ 2,681

Barbade dollar \$ 0,8164

Belgique franc \$ 0,03535

Bermudes dollar \$ 1,5808

Brésil real \$ 0,6300

Bulgarie lev \$ 0,7332

Caralbes dollar \$ 0,6087

Chili peso \$ 0,00242

Chine renminbi \$ 0,1954

Chypre livre \$ 2,4976

Cambodie peso \$ 0,000698

Corée won \$ 0,001255

Costa Rica dollar \$ 0,004845

Danemark couronne \$ 0,1935

Egypte livre \$ 0,3786

Em.A.U. dirham \$ 0,4381

Espagne peseta \$ 0,00868

Etats-Unis dollar \$ 1,5570

Europe euro \$ 1,3790

Finlande franc \$ 0,7263

France mark \$ 0,2420

Grèce drachme \$ 0,2195

Gruce drachme \$ 0,004317

Guyane dollar \$ 0,008399

Hong Kong dollar \$ 0,2066

Inde couronne \$ 0,004845

Indonésie rupiah \$ 0,00350

Irlande livre \$ 0,000186

Israël shekel \$ 0,3751

Italie lire \$ 0,000745

Jamaïque dollar \$ 0,00372

Japan yen \$ 0,012902

Kenya shilling \$ 0,0204

Koweït dinar \$ 0,001063

Liban livre \$ 0,53412

Malaisie ringgit \$ 0,4342

Mexique peso \$ 0,1810

Monnaie dollar \$ 0,1815

Norvège couronne \$ 0,7005

Nouvelle-Zélande dollar \$ 0,0260

Pakistan roupie \$ 0,0517

Pays-Bas florin \$ 0,0315

Philippines peso \$ 0,3799

Pologne zloty \$ 0,007240

Portugal escudo \$ 0,0987

Répub. dominicaine dollar \$ 0,0420

Répub. tchèque couronne \$ 0,000054

Roumanie leu \$ 2,2683

Royaume-Uni livre \$ 0,0546

Russie rouble \$ 0,9165

Singapour dollar \$ 0,9165

Slovaquie couronne \$ 0,0031

Slovénie tolar \$ 0,006522

Sri Lanka roupie \$ 0,01784

Suède couronne \$ 0,1511

Suisse franc \$ 0,9463

Taiwan dollar \$ 0,0486

Tanzanie shilling \$ 0,001088

Thaïlande baht \$ 0,0363

Trinité-Tobago dollar \$ 0,2697

Turquie livre \$ 0,0000114

Ukraine hryvna \$ 0,03018

Venezuela bolivar \$ 0,0021

Les cotes sont en devises canadiennes.

DOW JONES

11500

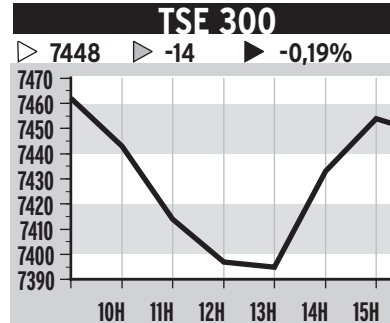
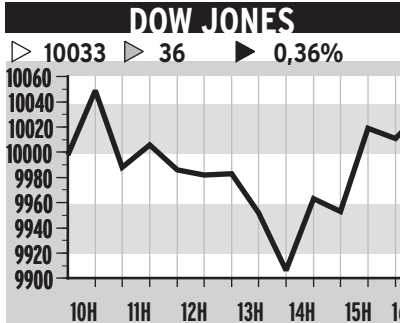
11000

10500

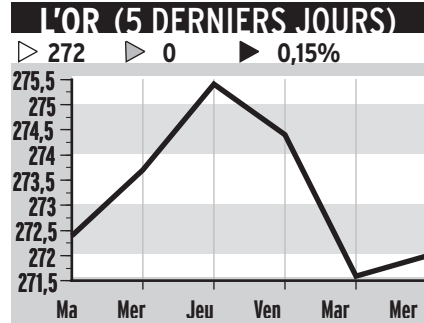
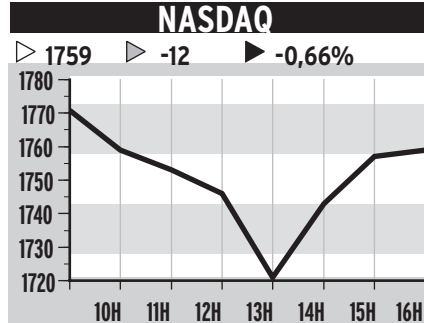
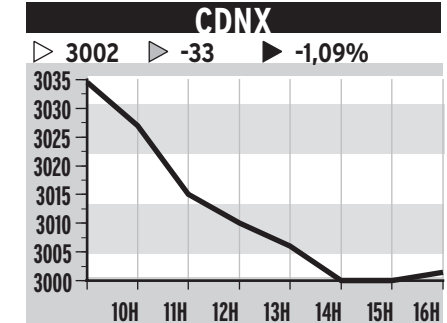
10000

9500

► Fermeture ► Variation quotidienne ► Variation quotidienne en %



LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



LA BOURSE EN BREF

CDNX				
VOLUME				
Mercredi	27 308 618			
Mardi	24 323 336			
INDICES CDNX				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
Marché(CDNX)	3036,1	2995,3	3001,5	-32,9
FAITS SAILLANTS				
	Mercredi	Mardi		
Actions nég.	4 565	4 180		
Gains	146	153		
Pertes	196	213		
Inchangées	522	535		

VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
William Multi-Tech	1 213 500	0,02	stable	
Genoil Inc.	1 138 466	0,33	+0,01	
Poplar Res.Ltd	838 250	0,32	+0,02	
Stampeace Oils Inc.	689 000	0,16	+0,03	
eNblast Prods Inc.	551 000	0,08	stable	

NEW YORK

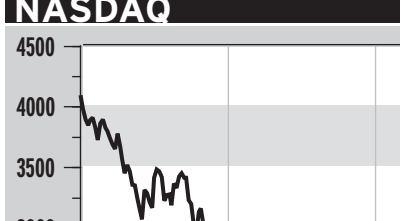
VOLUME				
Mercredi	1 342 578 870			
Mardi	1 168 709 300			
INDICES DOW JONES				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
30 Indus.	10140,7	9820,9	10032,2	+35,7
20 Transp.	2861,8	2789,0	2835,1	-0,48
15 Serv.pub.	343,58	334,84	337,73	-4,62
Composés	3058,9	2970,5	3023,2	-2,75
FAITS SAILLANTS				
	Mercredi	Mardi		
Actions nég.	3 328	3 328		
Gains	1 252	1 627		
Pertes	1 876	11 462		
Inchangées	200	239		
Hauts 00	96	154		
Bas 00	123	74		

VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Compaq Computer	70 673 900	10,41	-0,67	
Hewlett Packard	38 920 700	18,21	-0,66	
Lucent Techno.	27 463 500	6,24	-0,28	
Nokia Corp.	26 559 200	13,85	-1,15	
Tyco Int'l.Ltd.	20 372 600	50,00	-0,48	
Gen Electric	20 113 400	41,70	+0,87	
Nortel Network	19 367 600	5,67	-0,33	

INDICES STANDARD & POOR'S				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
400 Industrielles	1310,9	1285,0	1307,1	+2,74
20 Transports	689,75	677,52	685,22	-3,95
Serv. pub.	281,52	276,70	277,38	-4,14
40 Finances	145,95	142,81	144,24	-1,71
500 Composés	1135,5	1114,8	1131,7	-1,83
100 Composés	581,01	568,92	578,89	+0,85

VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Compaq Computer	70 673 900	10,41	-0,67	
Hewlett Packard	38 920 700	18,21	-0,66	
Lucent Techno.	27 463 500	6,24	-0,28	
Nokia Corp.	26 559 200	13,85	-1,15	
Tyco Int'l.Ltd.	20 372 600	50,00	-0,48	
Gen Electric	20 113 400	41,70	+0,87	
Nortel Network	19 367 600	5,67	-0,33	

INDICES STANDARD & POOR'S				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
400 Industrielles	1310,9	1285,0	1307,1	+2,74
20 Transports	689,75	677,52	685,22	-3,95
Serv. pub.	281,52	276,70	277,38	-4,14
40 Finances	145,95	142,81	144,24	-1,71
500 Composés	1135,5	1114,8	1131,7	-1,83
100 Composés	581,01	568,92	578,89	+0,85



Valeurs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	Haut	Bas	ch.	52 sem.
A - B											
ACT Mf	ACTM		5916	10,10	8,75	9,92	-95	72,25	6,90		
ADOCT Mf	ADOCT		69506	4,18	3,87	3,99	-99	28,38	4,05		
ASML Mf	ASTSF		5806	11,45	10,75	11,05	-40	24,88	8,00		
ASML Mf	ASML		26340	16,76	15,96	16,58	-30	40,00	16,74		
ATI Tech	ATYT		6653	9,02	8,40	8,47	-36	11,23	3,63		
AT&T Med	ATSI		29168	8,05	7,19	7,35	-25	18,50	6,89		
Aastron	ASTM		5157	1,19	1,04	1,12	-01	4,50	0,75		
Abgenix	ABGX		17229	31,45	28,07	28,75	-110	94,88	15,81		
Acclaim	AKLM		4617	4,30	3,99	4,19	-10	5,50	0,31		
Activis	ATVI		4742	36,22	34,38	34,58	-12,3	115,10	10,31		
Actuate	ACTU		6647	6,59	6,50	6,51	-37	37,38	3,75		
Adaptec	ADAP		6667	10,50	9,76	10,05	-50	21,67	5,76		
Adelphi	ADPH		6640	2,11	1,46	1,85	-34	17,50	1,35		
Adelphi n ADAL	ADAL		26903	34,26	32,25	32,96	-67	52,25	22,19		
AdelphiTech	ADPT		7917	5,55	4,91	5,19	-22	19,50	3,70		
AdobeSys & ADOBE	ADBE		35209	33,38	31,00	32,20	-108	87,31	22,98		
AdvncPcs ADVP	ADVP		6633	74,15	71,25	71,62	-108	76,46	26,88		
AdvEnld	AEAS		8514	23,51	21,75	23,32	-49	58,13	15,00		
AdvCom	AFPI		76660	21,24	17,26	18,75	-258	53,75	11,88		
Adventist	ADVS		3958	33,52	31,08	32,81	-72	75,50	30,00		
Aeroflex	AFIX		11084	8,33	7,89	7,89	-29	38,19	6,90		
AethriSys	AETH		5935	9,02	7,92	7,92	-73,51	10,00	7,39		
Affymet	AFYX		12076	21,62	20,20	20,54	-1	92,00	17,37		
AgileSt	AGIL		8695	10,24	9,45	9,75	-49	98,00	9,00		
Alamite	ALAM		16351	4,15	3,75	3,78	-22	72,75	4,00		
Alamosa	APCS		8768	15,15	13,75	13,75	-30	25,75	6,13		
Alkerm	ALKS		4622	26,85	25,31	25,35	-102	49,25	18,75		
AllegTel	ALGX		11999	12,48	11,65	11,79	-22	51,06	8,50		
AlinaPh	ALPH		1396	1,30	0,98	1,10	-18	10,00	0,54		
AllianSem	ALSO		5135	10,46	8,77	9,89	-14	26,53	9,03		
Alphand	AHAA		58348	29,47	22,95	25,17	-49,52	58,38	13,06		
Alterac	ALTR		101302	28,60	26,75	28,02	-118	62,25	18,00		
Amazon	AMZN		186811	8,68	6,65	7,65	-94	49,63	8,10		
Amnch	AMCH		6373	21,20	21,08	21,15	-7	125,15	15,00		
AmnOLA	AOIA		4004	4,15	3,25	3,63	-48	9,84	2,38		
AcadGos	AGOS		23897	24,93	22,57	24,55	-85	43,00	17,87		
AmfncI	AMFI		66	62,29	55,45	24,34	-66	23,71	17,38		
APwCm	APWC		7631	14,02	13,40	13,50	-25	24,75	9,50		
AmTride	AMTD		59130	44	39	39	-64	105,00	45,40		
Amgen	AMGN		75938	65,50	63,90	65,20	-110	87,31	22,98		
Anadarko	AMKR		741	16,37	15,01	15,29	-105	34,25	11,75		
Amic	AMIC		4720	14,30	12,91	13,30	-46	36,35	10,50		
Andrew	ANDW		20366	19,10	17,79	18,04	-136	30,00	13,19		
Androm	ADRM		10380	70,81	68,05	69,19	-72	95,50	33,50		
Angtech	ANPI		374	45,25	40,61	42,35	-31	65,50	33,50		
anshtnk	ANSL		4507	8,10	6,58	7,25	-16	18,75	2,53		
Apollon	APOL		32462	39,25	35,31	35,97	-35,9	46,12	12,63		
Apple	APPL		63472	18,95	16,12	18,35	-30	64,13	13,63		

Valeurs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	Haut	Bas	ch.	52 sem.
A - B											
Avanex	AVNX		6800	5,12	4,50	4,80	-22,61	38	4,97		
AvioSys	AVIO		8403	3,21	2,92	3,07	-13	13,43	2,51		
Avion	AVIR		16774	65,66	24,05	25,59	-499	70,20	22,01		
AVOT	AVOT		6889	20,08	18,65	19,85	-25	71,86	10,50		
AXCEL Sys	AXLS		9148	14,28	13,30	14,01	-19	22,00	6,83		
BEA Sys	BEAS		10687	15,67	14,00	14,46	-116	89,50	15,21		
BISYS	BSYS		5460	57,50	55,43	55,73	-132	64,01	35,88		
BallardPw	BLPD		11169	18,90	16,40	17,32	-105	121,00	17,43		
Banknorth	BNSF		4454	22,01	21,57	21,90	-33	24,91	16,56		
BedBath	BBBY		23565	29,41	28,34	28,77	-43	33,95	10,58		
Biogen	BGEN		38152	61,14	58,99	60,66	-156	75,00	17,43		
Biomet	BMET		97	32,80	29,00	29,60	-26,71	+06	34,16	8,88	
BlackBox	BBOX		5127	45,05	43,23	44,18	-10	73,35	33,58		
BOUL	BOUL		4698	2,94	2,23	2,23	-22	10,61	2,25		
BroadVisn	BVSN		57974	1,28	1,12	1,16	-09	39,75	1,20		
Brocom	BRCM		185595	33,36	29,96	32,52	-179,82	100,00	20,88		
BrodeCom	BRCD		192533	23,38	19,66	20,24	-26,11	34,00	16,75		
Brooks& BROS	BRKS		4625	22,46	21,04	21,60	-13,53	19,88			
Buynet	BOBU		5639	22,92	22,66	23,30	-70	79,94	20,03		

Activis	ATVI	4732	362,39	34,58	12,31	41,15	10,31
Actuate	ACTI	4647	6,99	6,50	6,22	32	37,38
Adaptec	ADPT	6667	10,50	9,76	10,05	20	17,67
AdapthebS	ADPB	6640	2,11	1,46	1,85	3,4	21,50
AdaptheC	ADPC	26903	34,26	32,55	32,96	67	52,25
AdaptheH	ADPH	7917	5,55	5,21	5,19	22	38,58
AdobeSys	ADBE	95	32029	33,30	32,00	48	78,31
AdventCS	ADVC	6633	74,15	71,25	71,62	108	87,46
885Ent	ADSE	6666	10,50	9,76	10,05	20	17,67
AdvComf	ADCF	76660	21,24	17,26	18,75	25,58	53,11
AdventSft	ADVS	3958	53,52	51,08	52,81	72	76,50
Aeroflex	ARFX	11084	8,33	7,89	7,89	29	38,19
AethrSys	AEHT	9395	9,02	7,92	7,92	7351,90	7,39

VANPA		Chg		VANPA		Chg		VANPA		Chg		VANPA		Chg	
-------	--	-----	--	-------	--	-----	--	-------	--	-----	--	-------	--	-----	--

CDNX

scan Intl y

FONDS

Suite de la page D 14

[illegible]

OPTIONS CANADIENNES

S&P 60										Norcel Networks										CELESTICA INC										Research in Motion Ltd.									
Vol.	Opt. en cours	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours													
1474	4952	58.00	2.75	3.05	2.90	6	261	10.50	P	0.06	0.60	65.00	P	4.80	6.10	28.00	P	2.35	3.25	60	60	32.00	P	3.55	6.25	10													
2100	1453	60.00	2.10	2.40	2.25	20	708	11.50	P	10.00	10.60	70.00	P	3.15	4.05	30.00	P	1.05	1.60	10	10	30.00	P	3.70	4.60	10													
1005	12874	64.00	0.95	1.25	1.20	20	27	11.50	P	0.07	0.50	70.00	P	1.95	9.25	30.00	P	3.70	4.60	10	10	30.00	P	3.70	4.60	10													
676	7012	64.00	P	8.90	9.25	8.80	10	25	12.50	P	0.10	0.60	10	714	14.00	P	0.65	0.60	10	714	14.00	P	0.65	0.60	10														
655	5241	MR	52.00	7.35	7.80	7.50	2	5	13.50	P	8.10	8.70	MR	15.00	0.60	0.75	0.70	10	10	10	10	32.00	P	3.55	6.25	10													
			70.00	1.00	1.20	1.25	10	74	13.50	P	8.10	8.70																											
									13.50	P	0.01	0.60																											
									14.50	P	7.05	7.65																											
									15.50	P	6.30	6.90																											
									16.25	P	5.55	6.15																											
									16.25	P	5.55	6.15																											
									17.50	P	4.50	5.10																											
									17.50	P	4.50	5.10																											
									18.75	P	3.40	3.80																											
									18.75	P	3.40	3.80																											
									20.00	P	3.20	3.80																											
									20.00	P	3.20	3.80																											
									22.00	P	1.75	2.45																											
									22.00	P	1.75	2.45																											
									22.50	P	1.90	2.50																											
									22.50	P	1.90	2.50																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											
									25.00	P	5.50	6.10																											

QUOI FAIRE CE WEEK-END

ADRESSEZ VOS COMMUNIQUÉS À : RUBRIQUE QUOI FAIRE, LA PRESSE, 7, RUE SAINT-JACQUES, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 1K9



Chango Family au Medley

Voir Campus



L'histoire ouvrière canadienne racontée

Voir Dans les musées



Panorama du design français à l'UQAM

Voir Expositions

PLEIN AIR

>>> Observation des oiseaux. Le Club d'ornithologie d'A Huntsic organise une randonnée d'observation au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, le samedi 8 septembre à 9h. Rendez-vous au chalet d'accueil du parc-nature, 2425, boul. Gouin Est, Montréal. Apportez vos jumelles S.V.P. Activité gratuite. Stationnement : 4 \$. Rens. : 514 280-6733.

>>> Randonnée en rabaska. Le Centre touristique et éducatif des Laurentides offre une randonnée en rabaska, avec Lise Wiriott, naturaliste, le samedi 8 septembre à 13h30 (chemin du lac Cordon, Saint-Faustin-Lac-Carré). Pour s'y rendre : autoroute 15 Nord, sortie 83. Coût : 5 \$, 4 \$, 2,50 \$. Rens. : 819 326-1606.

>>> Le Club de plein air Saint-Adolphe-d'Howard offre un atelier d'initiation aux champignons sauvages, avec Guylaine Duval, les samedi 8 septembre à 13h, et dimanche 9 septembre à 9h. Rendez-vous au 1672, chemin du Village, Saint-Adolphe-d'Howard. Suivi d'une randonnée en forêt. Coût : 15 \$. Rens. : 1 866 236-5743.

>>> Vélo Passion organise une randonnée de 96 km et 76 km dans la région de Berthierville/Sainte-Mélanie, le dimanche 9 septembre. Départ à 9h30, église de Berthierville, angle des rues Montcalm et Gilles-Villeneuve. 18 ans et plus, port du casque obligatoire, vitesse de 22 km/h. Coût : 4 \$. Rens. : 450 437-2985.

>>> Randonnées Plein Air organisent des marches de mise en forme tous les dimanches sur le mont Royal. Départ à 9h45 au coin des av. du Mont-Royal et du Parc (côté nord-ouest). Coût : 2 \$. Rens. : 514 524-5925.

CONCERTS ET SPECTACLES

>>> Tango contre le racisme. La Société culturelle Argentine Québec Canada présente la *Journée du tango contre le racisme*, le dimanche 9 septembre de 14h à 1h du matin, au belvédère du Chalet du Mont-Royal. Au programme : spectacles d'artistes latino-américains, piquenique, bal populaire (à 20h), danses et performances. Entrée libre. Rens. : 514 495-8645.

>>> L'Aperté présente *Les Contes des mille et une nuits*, lecture musicale, avec Marie Guimont, comédienne, et Evan Green au sitar, le jeudi 6 septembre à 21h, au 5029, rue Saint-Denis, Montréal. Entrée libre. Rens. : 514 282-0911.

>>> Le Jardin des Premières Nations du Jardin botanique présente le Théâtre Aataenstic (théâtre et masques de la nation Wendat), les samedi 8 et dimanche 9 septembre à 11h et 14h (au 4101, rue Sherbrooke Est, métro Pie-IX). Coût : 10 \$, 7,50 \$, 5 \$ (avec accès aux expositions et autres pavillons). Rens. : 514 872-1400.

>>> Musique irlandaise. Le Va-et-Vient présente une soirée de musique traditionnelle irlandaise, le samedi 8 septembre à 21h, au 3706, rue Notre-Dame Ouest, métro Lionel-Groulx. Entrée libre. Rens. : 514 940-2330.

>>> Musique sacrée. La chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours présente le groupe choral Musikus Vivace et le Quatuor À vent scène, le dimanche 9 septembre à 16h30 (au 400, rue Saint-Paul Est, métro Champ-de-Mars). Oeuvres de Bach, Victoria, Mozart, Poulenc, etc. Entrée : contribution volontaire. Rens. : 514 282-8670.

>>> Concert intime. La Société philharmonique de Montréal présente Miklos Takacs et ses amis, le dimanche 9 septembre à 15h à l'église historique Good Shepherd (1458, chemin de la Vallée Mississiquoi, à Glen Sutton). Au programme : Beethoven, Schumann, Brahms et Bartok. Entrée libre. Rens. : 514 281-6364.

>>> Les Dimanches du conte présentent leur soirée d'ouverture, avec les conteurs et conteuses du Sergent recruteur, le dimanche 9 septembre à 19h30, au 4650, boul. Saint-Laurent, Montréal. Contribution volontaire suggérée : 5 \$. Rens. : 514 287-1412.

>>> Le Planétarium de Montréal



Tango contre le racisme

C'est au belvédère du Chalet du Mont-Royal que se tient dimanche la Journée du tango contre le racisme. Le groupe De Cuba Mi Son, la troupe de danse folklorique Nuevo Amenecer et le groupe de danse Pata Ancha offriront plusieurs spectacles. Voir à la section Concerts et spectacles.

présente le spectacle *Les Changements climatiques*, du mardi au dimanche, à 13h15 et 15h45, au 1000, rue Saint-Jacques, métro Bonaventure. Coût : 6,50, 5 \$, 3,25 \$, gratuit pour les enfants 4 ans et moins). Rens. : 514 872-4530.

FÊTES, FESTIVALS

>>> Le Grind Fest de Rivière-des-Prairies présente des démonstrations de skateboard et de patins à roulettes, le samedi 8 septembre de 11h à 17h, au skatepark de RDP, stationnement de l'aréna René-Masson (au 9175, rue Perras, Montréal). Coût : 5 \$. Rens. : 514 645-5328.

>>> La Fête des vendanges de Magog-Orford se poursuit les samedi 8 et dimanche 9 septembre à la Pointe Merry de Magog (près de la rue Principale). Au programme : 130 exposants, dégustations, animation et spectacles. Coût : 5 \$, 15 \$. Rens. : 819 843-5000.

>>> La Ville de Longueuil présente la *Fête du citoyen*, le dimanche 9 septembre de 11h à 17h, au parc régional de Longueuil, 1895, rue Adoncour (angle boul. Curé-Poirier). Au programme : stands des loisirs culturels et des artisans, pêche à la truite, spectacles, jeux, etc. Activités gratuites. Rens. : 450 468-7617.

>>> Les Vergers Lafrance présentent le *Festival crêpes et cidres*, les samedi 8 et dimanche 9 septembre de 9h à 17h, au 1473, chemin Principal, Saint-Joseph-du-Lac. Coût : 1 \$ la crêpe avec l'achat d'un dessert. Rens. : 450 491-7859.

ACTIVITÉS EN FAMILLE

>>> Le Centre ados de Dorval présente une démonstration de skateboard, un BBQ, une danse et autres activités, le samedi 7 septembre de 17h à minuit. Au Centre communautaire Sarto-Desnoyers, 1335, chemin Bord-du-Lac, à Dorval. Activité gratuite. Rens. : 514 633-4000.

>>> La Grande Tournée du paysan se poursuit en Montérégie, dans 27 lieux de ce circuit touristique, à travers 4 balades dans cette région, les samedi 8 et dimanche 9 septembre de 10h à 17h. Au programme : visites de vignobles, cidreries, vergers, piscicultures ect. Rens. : 1 800 378-7648.

>>> La foire agroalimentaire de la région d'Acton se tient les vendredi 7 septembre de 11h à 21h, et dimanche 8 septembre de 9h à 16h30, au parc Donald Martin (rues Pelchat et Landry, à Acton Vale). Pour s'y rendre : aut. 20, sortie 147, route 116. Au programme : rallye, visites agrotouristiques,

spectacles. Coût : 2 \$. Rens. : 450 546-3239.

>>> Baguage d'oiseaux. L'Arboretum Morgan offre un atelier d'observation et de baguage d'oiseaux, le samedi 8 septembre à 7h du matin, au 150, chemin des Pins, Sainte-Anne-de-Bellevue. Coût : 10 \$. Réservation nécessaire : 514 398-7811.

>>> La Maison Saint-Gabriel offre une animation théâtrale historique avec Ti-Jean de La Rochelle, conteur, le dimanche 9 septembre à 13h et 14h30 ; et démonstration de la cuisson du *vrai ketchup* avec dégustation. Au 2146, place Dublin, Montréal. Entrée : 1 \$ (le dimanche). Rens. : 514 935-8136.

>>> Les Jardins d'Emma offrent la cueillette de bouquets de fleurs, le dimanche 9 septembre de 11h à 16h, au 829, chemin de la Montagne, Mont-Saint-Hilaire. Au programme : visite des jardins, musique, peintres, tissage Saori, etc. Coût : 10 \$ par bouquet. Rens. : 450 464-1522.

CAMPUS

>>> Fête de la rentrée. L'association des étudiants AGEShalcUQAM organise un *party de la rentrée* au bénéfice du Mouvement Germinal, le jeudi 6 septembre à 21h30 (portes 20h30). Au Medley, 1170, rue Saint-Denis, métro Berri-UQAM. Au programme : La Chango Family, Kulcha Connection, King Nikklas, entre autres. Entrée : 12 \$. Rens. : 514 987-3000, poste 7042.

>>> Récital de trombone. La faculté de musique de l'Université McGill présente un récital de Chantal Brunette, trombonne, le jeudi 6 septembre à 20h, à la salle Redpath, 555, rue Sherbrooke Ouest, par la porte McTavish. Au programme : Wagenseil, Casterede, Ropartz, etc. Entrée libre. Rens. : 514 398-5145.

>>> Archéologie. Le Centre d'exposition de l'Université de Montréal présente *Aux sources de la mémoire : 150 ans d'archéologie au Québec*, du jeudi 6 septembre au 24 octobre, durant les heures régulières d'ouverture (au 2940, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, métro Université-de-Montréal). Entrée libre. Rens. : 514 343-6111, poste 4694.

>>> Mumia Abu-Jamal. Le Comité de mobilisation du cégep Ahuntsic organise une manifestation pour la libération du journaliste états-unien Mumia Abu-Jamal, le vendredi 7 septembre. Départ à 19h devant l'Université McGill (métro McGill). Arrivée : consulat des États-Unis, rue Saint-Alexandre. Rens. : 514 382-2944.

>>> La Fondation canado-palestini

nienne présente le film documentaire *Rêves d'exil*, de Mai Masri, le samedi 8 septembre à 17h, à l'Université Concordia (salle H-110), 1455, boul. de Maisonneuve Ouest, métro Guy-Concordia. Avec sous-titres français. Coût : 8 \$, 6 \$. Rens. : 514 848-2424.

>>> Grand bazar au profit des étudiants de l'Université de Montréal dans le besoin, jusqu'au vendredi 14 septembre de 9h30 à 16h, au pavillon 3200, rue Jean-Brillant, 2^e étage. Vêtements, meubles, fournitures scolaires, etc. Rens. : 514 343-6111, poste 1843.

VISITES COMMENTÉES

>>> Les Architecteurs d'Héritage Montréal offrent une promenade patrimoniale du boul. Saint-Laurent (la *Main*), le dimanche 9 septembre. Départ à 14h, angle des boul. Saint-Laurent et de Maisonneuve, métro Saint-Laurent. Coût : 10 \$. Réservation nécessaire : 514 286-2662.

>>> L'Écomusée du fier monde offre une visite à pied du quartier Saint-Jacques, avec Luc Carey, le dimanche 9 septembre. Départ à 14h au 2050, rue Amherst, Montréal. Coût : 8 \$, 7 \$ (incluant la visite du musée). Réservation nécessaire : 514 528-8444.

>>> L'Autre Montréal offre deux visites en autobus, le dimanche 9 septembre : *La Grande Paix : les Amérindiens et la ville*, à 10h, et *Petite Patrie, quais de gare, clochers et « caffès »* à 13h30. Départs au square Saint-Louis, rue Saint-Denis (métro Sherbrooke). Coût : 14 \$ par visite. Réservation nécessaire : 514 521-7802.

>>> Guidatour offre des visites dans les rues du Vieux-Montréal, tous les jours jusqu'au 30 septembre. Départs à 11h devant le parvis de la basilique Notre-Dame (rues Notre-Dame et Saint-Sulpice). Coût : 11,50 \$, 9,50 \$, 4,50 \$. Rens. : 514 844-4021.

DANS LES MUSÉES

>>> L'Écomusée du fier monde présente *Notre oeuvre, notre combat*, 100 ans d'histoire ouvrière canadienne (photographies, vidéo et documents), jusqu'au 2 décembre durant les heures régulières d'ouverture (au 2050, rue Amherst, Montréal). Coût : 5 \$, 4 \$. Rens. : 514 528-8444.

>>> Le Musée d'art contemporain présente *OEuvre de politesse*, installation de Sylvie Laliberté, durant les heures régulières d'ouverture (au 185, rue Sainte-Catherine Ouest, métro Place-des-Arts). Coût : 6 \$, 4 \$, 3 \$, gratuit enfants de moins de 12 ans. Rens. : 514 847-6226.

>>> Le Musée des beaux arts présente *Picasso érotique*, 350 oeuvres du maître, jusqu'au 16 septembre, du lundi au dimanche de 10h à 18h, le mercredi de 10h à 21h, au pavillon Jean-Noël Desmarais (1380, rue Sherbrooke Ouest, Montréal). Coût : 15 \$, 7,50 \$, 3 \$. Rens. : 514 285-2000.

>>> Le Musée du Château Ramezay présente *Bijoux d'hommes : signes et insignes*. Tous les jours de 10h à 18h, au 280, rue Notre-Dame Est, Montréal. Coût : 6 \$, 5 \$, 4 \$, 3 \$. Rens. : 514 861-7182.

EXPOSITIONS

>>> Le Centre de design de l'UQAM présente *Design France - Génération 2001*, meubles, lampes, électroménagers, produits de beauté, etc. Du jeudi 6 septembre au 11 octobre, du mercredi au dimanche de 12h à 18h, au 1440, rue Sanguinet, Montréal. Entrée libre. Rens. : 514 987-3395.

>>> Le Marché Bonsecours présente *Les Intrus*, photographies, par le Centre Est-Nord-Est, à l'occasion du Mois de la photo, du samedi 8 septembre au 21 octobre, tous les jours de 10h à 18h (350, rue Saint-Paul Est, Montréal). Entrée libre. Rens. : 514 598-6363.

>>> La Cinémathèque québécoise présente une exposition de 38 photographies de Marlene Dietrich, jusqu'au 23 septembre durant les heures régulières d'ouverture, au 335, boul. de Maisonneuve Est, métro Berri-UQAM. Entrée libre. Rens. : 514 842-9768.

>>> La Maison Antoine-Lacombe présente les oeuvres de 29 aquarellistes amateurs, jusqu'au dimanche 9 septembre de 13h à 21h (au 895, rue de la Visitation, Saint-Charles-Borromée). Entrée libre. Rens. : 450 755-1113.

>>> La Station Mir, un collectif d'artistes français, présente *INcube*, installation de 25 modules, les jeudi 6 et vendredi 7 septembre de 17h à 23h, samedi 8 et dimanche 9 septembre de 12h à 23h, au site de l'Îlot Fleurie, sous les échangeurs de l'autoroute Dufferin-Montmorency (entre rue Saint-Valier et boul. Charest Est, ville de Québec). Activité gratuite. Rens. : 418 529-9680.

DIVERS

>>> Les Mosaïcultures internationales de Montréal présente une conférence intitulée, *Tout savoir sur les bulbes*, avec Pierre Gingras, le jeudi 6 septembre à 14h, au parc des Écluses dans le Vieux-Port de Montréal (angle des rues McGill et de la Commune), métro Square Victoria. Coût : 10 \$, 8,50 \$, 4,50 \$. Rens. : 514 868-4000.

>>> Auditions pour Casse-Noisettes. Les Grands Ballets canadiens tiennent des auditions pour les rôles des enfants du ballet Casse-Noisettes, les jeudi 6 et vendredi 7 septembre de 17h30 à 21h et samedi 8 septembre de 10h à 16h30 (au 4816, rue Rivard, métro Laurier). Rens. : 514 849-8681, poste 245.

>>> La Cinémathèque québécoise présente *Il pleut sur notre amour*, d'Ingmar Bergan, le samedi 8 septembre à 18h30, au 335, boul. de Maisonneuve Est, métro Berri-UQAM. Coût : 5 \$. Rens. : 514 842-9768.

>>> Retrouvailles Rassemblement des familles Gosselin, le samedi 15 septembre, à Saint-Victor-de-Beauce. Inscription et rens. : 418 828-2896.

>>> Le Centre des femmes de Montréal tient son *grand bazar de la rentrée*, les jeudi 6 et vendredi 7 septembre de 10h à 17h30, au 3585, rue Saint-Urbain, Montréal. Rens. : 514 842-4780.

>>> La Ville de Saint-Léonard présente le *Marché aux puces du citoyen*, le samedi 8 septembre de 9h à 16h, dans le stationnement de l'hôtel de ville, au 8400, boul. Lacordaire. Entrée libre. Rens. : 514 328-8504.

>>> Vente de débarras écologique. Une éco-fête de quartier se tient au Patro Le Prévoist, le samedi 8 septembre de 9h à 15h, au 7355, rue Christophe-Colomb, Montréal. Entrée libre. Rens. : 514 727-6775.

Recherche et textes :
André Cloutier